

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/W/415**

25 juillet 1997

(97-3140)

## **Comité des subventions et des mesures compensatoires**

### RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS INFORMEL AU COMITE DES SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES

#### Note du Groupe d'experts informel

Le rapport ci-joint est présenté par le Groupe d'experts informel au Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"). Comme l'indique le document G/SCM/5, le Comité, à sa réunion du 13 juin 1995, a décidé de créer un groupe d'experts informel qu'il a doté du mandat suivant:

"Examiner les points qui ne sont pas spécifiés dans l'Annexe IV de l'Accord ou qui appellent de plus amples éclaircissements aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6, et présenter au Comité les recommandations dont le Groupe considérera qu'elles pourraient aider le Comité à élaborer un arrangement entre les Membres, selon qu'il sera nécessaire, au sujet de ces points."

Conformément à ce mandat, dans son rapport, le Groupe d'experts informel formule un certain nombre de recommandations relatives à des points de calcul découlant de l'Annexe IV de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord"). Il rend compte, de plus, des délibérations du Groupe sur toutes les questions examinées. Une liste récapitulative de ces questions a été distribuée sous la cote G/SCM/W/413. Le rapport comprend une partie principale consacrée aux délibérations et recommandations du Groupe qui sont présentées par sujet, suivie du texte des différentes recommandations reproduites séparément. Un appendice reprend le texte intégral de l'Annexe IV de l'Accord.

Le Comité a décidé que le Groupe serait composé d'experts désignés par les Membres et par les pays admis à devenir Membres originels de l'OMC et que ces experts feraient partie du Groupe à titre personnel et non en qualité de représentants d'un gouvernement. Le Comité a en outre décidé que lesdits experts devraient avoir une connaissance approfondie des méthodes de calcul des subventions et être en mesure de prendre une part active, tant verbalement que par écrit, aux travaux du Groupe. Les membres du Groupe d'experts informel ont été les suivants: M. Robert Arnott, puis M. David Sprott (Australie); M. Stephen Gospage (CE); M. Takuya Ishikawa, puis M. Jo Okumura (Japon); M. Ju-Young Lim (Corée); M. Roy Malmrose (Etats-Unis); M. Alberto Lerín Mestas (Mexique); M. Wayne Neamtz, puis M. André Moncion (Canada); et Mme Vera Thorstensen (Brésil). M. Victor do Prado (Brésil) a exercé les fonctions de Président et Mlle Clarisse Morgan (Secrétariat de l'OMC) celles de secrétaire du Groupe.

A ce jour, le Groupe a tenu dix réunions, aux dates suivantes: 1er novembre 1995, 13 décembre 1995, 29 février 1996, 26 avril 1996, 18-19 juillet 1996, 7-8 octobre 1996, 25-26 novembre 1996, 5-6 février 1997, 8-10 avril 1997 et 21-22 mai 1997. Le Groupe compte continuer à se réunir afin d'essayer de régler les points sur lesquels il n'y a pas eu consensus jusqu'ici.

Le Groupe souhaite mettre en lumière les points fondamentaux suivants. Premièrement, comme le paragraphe 1 de l'Annexe IV l'exige, tous les débats ont eu lieu et toutes les recommandations ont été formulées dans l'optique du coût des subventions pour les pouvoirs publics. Deuxièmement, les recommandations faites dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV de l'Accord s'appliquent uniquement au contenu de ces dispositions à l'exclusion de tout autre domaine (comme celui des mesures compensatoires). Troisièmement, il est sous-entendu tout au long du rapport que seules sont visées les mesures qui constituent des subventions spécifiques au sens de l'article premier et de l'article 2 de l'Accord, quelle que soit la forme qu'elles revêtent (dons, prêts, etc.). En conséquence, le coût d'une subvention pour les pouvoirs publics ne serait calculé aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6 que s'il existait une spécificité ou un avantage. Quatrièmement, le Groupe ne considère pas que l'énumération des questions pouvant relever du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV est exhaustive. Le fait que le rapport ne mentionne pas une question ou une mesure donnée ne signifie donc nullement que celle-ci est sans objet dans ce contexte ou qu'elle ne devrait être prise en compte dans aucun calcul effectué au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV.

Enfin, le Groupe est persuadé que, aux fins de la transparence, de la prévisibilité et de l'administration, ses recommandations devraient être aussi simples que possible. C'est pourquoi, pour certains cas qui ont été examinés mais dont le traitement a été jugé excessivement difficile et/ou dont il a été estimé qu'ils n'avaient en tout état de cause guère d'effet sur les résultats finals, le Groupe ne recommande aucun ajustement dans le calcul du coût pour les pouvoirs publics ou du subventionnement *ad valorem*. Ainsi, la question des coûts des émissions obligataires a été abordée de même que celle des frais d'administration occasionnés par l'octroi de subventions. Certes, on pourrait soutenir que ces coûts devraient entrer dans tout calcul au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 mais le Groupe est d'avis que l'effort nécessaire pour chiffrer ces coûts serait démesuré par rapport à la plus grande exactitude qui pourrait être ainsi obtenue.

RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS INFORMEL AU COMITE DES  
SUBVENTIONS ET DES MESURES COMPENSATOIRES

Introduction

Le Groupe d'experts informel a estimé que, en vertu du mandat qui lui a été confié par le Comité, il avait essentiellement pour tâche de formuler des recommandations sur la manière de calculer le coût pour les pouvoirs publics de certaines catégories de subventions et le subventionnement *ad valorem* résultant de celles-ci. Lors de l'élaboration du présent rapport, il a constaté qu'un certain nombre des questions examinées pouvaient se rapporter à plusieurs types de subventions et a décidé que, pour faciliter la lecture et assurer une présentation logique, il traiterait en premier lieu de ces questions transversales qui sont les suivantes: comptabilisation au titre des charges par opposition à l'échelonnement des avantages conférés par une subvention; période d'imputation; coût des fonds pour les pouvoirs publics et valeur actualisée de l'argent; ajustements pour tenir compte de l'inflation et des intérêts; pays à économie inflationniste; dénominateur des ventes; et situations de démarrage. Ces questions font l'objet des sections I à VII. La section VIII est consacrée aux différentes catégories de subventions examinées par le Groupe: dons, prêts, bonifications d'intérêts, annulation de dette, couverture des pertes, allégements fiscaux, participation au capital social, garanties de prêts/crédits, fourniture par les pouvoirs publics de produits et/ou de services, prise en charge d'obligations légales, assurance du crédit à l'exportation/promotion des exportations/autres questions liées aux exportations, subventions en amont, programmes de taux de change multiples, subventionnement de la recherche-développement et formation professionnelle. Le rapport contient un résumé des délibérations du Groupe sur chacun des points et des recommandations pertinentes. Le texte des différentes recommandations est reproduit séparément.

I. COMPTABILISATION AU TITRE DES CHARGES OU ECHELONNEMENT DES AVANTAGES CONFERES PAR UNE SUBVENTION

A. Implications pour la détermination de l'existence d'un préjudice grave sur la base du seuil de 5 pour cent

1. La question de savoir si et dans quelles circonstances les avantages conférés par les subventions devaient être échelonnés sur une période pluriannuelle au lieu d'être imputés sur une seule année (c'est-à-dire comptabilisés au titre des charges) a été examinée en détail. Il a notamment été relevé que, en général, une subvention était versée en une seule fois, mais qu'il pouvait être illogique, dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6, d'imputer les effets de cette subvention (c'est-à-dire de présumer l'existence d'un préjudice grave sur la base d'un subventionnement *ad valorem* d'un produit dépassant 5 pour cent) exclusivement sur une année. Même une subvention très importante n'aurait ainsi aucun effet, aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6, au-delà de l'année où elle était accordée. Autrement dit, une subvention donnée, quelle que soit son importance, cesserait de produire un effet, aux fins du même paragraphe, à la fin de l'année de son octroi. En outre, s'il n'y avait aucune possibilité d'échelonnement, le subventionnement *ad valorem* au cours de l'année de l'octroi de la subvention risquerait d'être surévalué.

2. Ce résultat a été jugé inopportun dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6 pour un certain nombre de raisons. Premièrement, si la présomption de préjudice grave ne durait jamais plus d'une année, il pourrait être difficile d'appliquer une mesure corrective appropriée (c'est-à-dire la suppression des effets défavorables de la subvention ou le retrait de la subvention) dans le cas où un préjudice grave au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 serait constaté et, par exemple, les effets défavorables de la subvention pourraient avoir disparu d'eux-mêmes avant même qu'une telle mesure ait été obtenue. Deuxièmement, si la comptabilisation au titre des charges se traduisait par une

surévaluation du subventionnement *ad valorem* pour l'année d'octroi de la subvention, cela pourrait entraîner une présomption non justifiée de préjudice grave pour ladite année. De plus, comme le paragraphe 7 de l'Annexe IV mentionne les subventions accordées avant l'institution de l'OMC dont le bénéfice est affecté à une production future, on peut penser que l'échelonnement des avantages conférés par une subvention est envisagé pour le calcul du subventionnement *ad valorem* d'un produit dépassant 5 pour cent. Si un tel échelonnement était impossible pour les subventions accordées après l'institution de l'OMC, il y aurait contradiction entre les deux formes de traitement réservées aux subventions selon que celles-ci auraient été octroyées avant ou après l'institution de l'OMC au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6.

3. Par contre, il ne serait guère judicieux d'échelonner toutes les subventions, quelle que soit leur nature, si leur impact sur le bénéficiaire était limité et de courte durée. De plus, si toutes les subventions étaient échelonnées, la durée de la présomption de préjudice grave pourrait être inconsidérément prolongée. Le Groupe en a conclu que les subventions ne devraient pas toutes être échelonnées.

4. Il était par conséquent nécessaire de déterminer dans quelles circonstances les diverses catégories de subventions devraient être échelonnées plutôt que comptabilisées au titre des charges. Le Groupe a formulé à ce sujet des recommandations sous la forme d'un tableau exemplatif précédé d'une note de couverture exposant les principes qui avaient présidé à cette classification. Il a estimé qu'un tel tableau était le meilleur moyen d'assurer la transparence et la prévisibilité requises pour tous les intéressés. Le tableau exemplatif et la note de couverture sont présentés dans la Recommandation 1.

B. Tableau exemplatif et principes généraux (Recommandation 1)

5. Le tableau exemplatif rend compte des conclusions du Groupe sur un certain nombre de points. Premièrement, il montre que certaines catégories de subventions (comme les dons) peuvent être soit comptabilisées au titre des charges soit échelonnées, selon les circonstances. Les subventions de ce groupe sont indiquées par une mention qui chevauche les deux colonnes. Les autres formes de subventions seraient soit toujours comptabilisées au titre des charges soit toujours échelonnées. Des observations relatives à la comptabilisation au titre des charges par opposition à l'échelonnement pour les diverses catégories de subventions apparaissent aussi dans le tableau.

6. Le tableau et la note de couverture contiennent en outre des recommandations complémentaires. Il est d'abord recommandé de présumer échelonnées les subventions destinées à la recherche à moins que, dans un cas donné, il ne soit démontré que la comptabilisation au titre des charges est plus judicieuse. Une recommandation analogue est faite concernant les subventions non récurrentes et/ou importantes. De plus, il a été jugé bon, essentiellement pour des raisons administratives, que les très faibles subventions soient comptabilisées au titre des charges quelle que soit leur catégorie ou les autres considérations entrant en ligne de compte, le seuil recommandé à cet égard étant un montant inférieur à 0,5 pour cent des ventes par subvention. Enfin la note de couverture précise que l'inclusion d'une catégorie donnée de mesures dans le tableau ne signifie pas qu'une mesure de ce type serait dans tous les cas pertinente au regard du paragraphe 1 a) de l'article 6. En fait, seules les mesures correspondant à la définition des termes "subvention" et "spécificité" qui figure dans l'Accord entreraient en ligne de compte dans ce contexte.

7. Le tableau prévoit une catégorie pour les subventions liées à l'exportation, bien que la question de la comptabilisation au titre des charges par opposition à l'échelonnement ne présente sans doute qu'un intérêt limité pour ces subventions, du moins pour celles qui sont des subventions à l'exportation au sens de l'Accord. En effet, en raison de la prohibition des subventions à l'exportation et de la non-applicabilité à ces subventions de la présomption de préjudice grave pendant une période de transition, lesdites subventions pourraient ne jamais relever du paragraphe 1 a) de l'article 6. En

revanche, lorsqu'une subvention est passible de prohibition, l'Accord ne semble pas exiger d'un Membre qu'il affirme que cette subvention est prohibée et, partant, qu'il utilise uniquement les voies de recours prévues par l'article 4. Il a donc été jugé bon de mentionner ces subventions dans le tableau.

8. Le tableau répercute également le débat suscité par la question de savoir si les subventions octroyées aux fins de l'annulation de dettes et de la couverture des pertes devraient être échelonnées ou comptabilisées au titre des charges pour le calcul prévu à l'Annexe IV ou si elles devraient vraiment être prises en considération étant donné qu'elles entraîneraient une présomption distincte de préjudice grave. Pour les raisons exposées aux sections VIII.D et E, il a paru indiqué de faire figurer ces subventions dans le tableau, sans préjuger l'existence d'une présomption distincte de préjudice grave au titre du paragraphe 1 b), c) ou d) de l'article 6.

9. Concernant les subventions qui dans le tableau sont tantôt comptabilisées au titre des charges et tantôt échelonnées, la discussion a été centrée sur la nécessité de préciser les critères sur lesquels la détermination devrait systématiquement être fondée. Les grandes considérations suivantes ont été retenues, étant entendu qu'une réponse affirmative dans un ou plusieurs des cas plaiderait normalement plutôt en faveur de l'échelonnement qu'en faveur de la comptabilisation au titre des charges, à savoir:

1. Si la subvention avait pour objet l'acquisition d'actifs fixes
2. S'il s'agit d'une subvention non récurrente et/ou importante
3. Si les fonds sont destinés à une production future
4. S'il s'agit d'une participation au capital social
5. Si les fonds sont reportés sur l'exercice postérieur dans les registres comptables du bénéficiaire

Les recommandations concernant la comptabilisation au titre des charges par opposition à l'échelonnement des autres catégories de subventions qui figurent dans le tableau reposent en général sur les mêmes considérations.

10. Le Groupe a été d'avis qu'il fallait tenir compte de l'objet d'une subvention, en particulier de son utilisation ou de sa non-utilisation pour l'acquisition d'actifs. Il a noté que, d'une façon générale, les subventions destinées à l'acquisition d'actifs devraient être échelonnées alors que les subventions destinées à couvrir des frais d'exploitation ou à d'autres fins pourraient dans nombre de circonstances être comptabilisées au titre des charges.

11. La fréquence et l'importance d'une subvention sont apparues comme des éléments pertinents. S'il est recommandé que les subventions récurrentes et/ou modiques soient comptabilisées au titre des charges, il est recommandé que, d'une façon générale, les subventions ponctuelles et/ou importantes soient échelonnées. A cet égard, il convient de souligner l'illogisme d'une comptabilisation des subventions très importantes au titre des charges en raison de l'impact appréciable que ces subventions pourraient avoir sur les sociétés bénéficiaires au-delà de l'année de leur octroi. En effet, les subventions ponctuelles importantes seraient probablement employées pour l'acquisition d'actifs fixes ou, si elles ne l'étaient pas, elles libéreraient une fraction correspondante des ressources de la société à cette fin. Par contre, il y a plus de chances que les subventions récurrentes soient relativement modestes, servent à des fins autres que l'acquisition d'actifs et soient destinées à la production actuelle plutôt qu'à une production future; elles sont aussi moins susceptibles de consister en apports en capital et d'être reportées sur l'exercice postérieur dans les registres comptables du bénéficiaire.

12. Les autres critères n'appellent pas d'explication particulière. Il a été considéré que la question de savoir si une subvention est destinée à une production future, consiste en apports en capital ou est reportée sur l'exercice postérieur dans les registres comptables du bénéficiaire pouvait être rattachée à une autre interrogation: l'avantage conféré par cette subvention persiste-t-il au-delà d'une période déterminée et, partant, devrait-il être imputé sur des périodes futures?

## II. PERIODE D'IMPUTATION (Recommandation 2)

13. Pour les subventions qui seront échelonnées, le Groupe a jugé utile de préciser la manière de déterminer la période d'imputation. D'une façon générale il est recommandé de prendre la durée utile moyenne de l'ensemble des actifs d'exploitation du bénéficiaire comme période d'imputation pour toutes les catégories de subventions, à l'exception des prêts à long terme et, le cas échéant, selon les circonstances des participations au capital. Il est en outre recommandé que la durée utile moyenne des actifs soit calculée comme étant le rapport entre la valeur comptable moyenne totale des actifs d'exploitation et les charges annuelles moyennes d'amortissement.

14. Les recommandations établissent une hiérarchie entre les sources de renseignements pour le calcul de la durée utile moyenne des actifs dans une situation déterminée. La meilleure source (du point de vue de l'exactitude) est réputée être l'ensemble des renseignements disponibles pour l'entreprise ou les entreprises bénéficiaires de la subvention. Si ces renseignements ne peuvent être obtenus ou ne sont pas réalistes, on peut utiliser les informations fournies pour d'autres entreprises fabriquant le produit dans le même pays ou, à défaut, pour des entreprises du même secteur commercial dans ce pays (les entreprises de la plus grande catégorie qui vient ensuite dans la Classification internationale type par profession (CITI) ou une nomenclature analogue). Sinon, on peut encore se servir des renseignements communiqués pour les entreprises fabriquant le produit à l'extérieur du pays. Certains facteurs sont de nature à altérer la pertinence des renseignements relatifs à une entreprise donnée: le calcul des charges d'amortissement sur une base autre que la vie utile des actifs, le recours à une méthode d'amortissement autre que l'amortissement linéaire et/ou l'irrégularité des variations du volume des actifs. Quelle que soit la source des données, le Groupe recommande la méthode de calcul de la durée utile des actifs qui est exposée au paragraphe 13 et dans la Recommandation 2.

15. Pour établir les moyennes nécessaires, il conviendrait de choisir la période pluriannuelle d'opérations ordinaires la plus récente, de manière à éviter que les faits exceptionnels qui pourraient se produire en une seule année ne faussent les calculs. Des mesures d'uniformisation peuvent être indispensables si les actifs ont fait l'objet de réévaluations exceptionnelles ou en cas d'hyperinflation. De plus, les données comptables devraient être préférées aux données sur l'amortissement d'ordre fiscal dans la mesure où elles sont les plus propres à indiquer la véritable durée de vie des actifs.

16. Pour les subventions résultant de prêts à long terme, il est recommandé que la période d'imputation corresponde à la durée du prêt. Pour les participations au capital, si le montant de la subvention pouvait être calculé comme étant un don, c'est-à-dire s'il existait un prix du marché (voir section VIII.G), la période d'imputation correspondrait à la durée utile des actifs, calculée de la manière indiquée. En l'absence de toute cotation, toutefois, et si une autre méthode était utilisée pour déterminer le montant de la subvention, il vaudrait sans doute mieux déterminer la période d'imputation sur une autre base, par exemple, se fonder sur la période pendant laquelle un investisseur pourrait "raisonnablement" espérer retirer un bénéfice des capitaux engagés ou présumer que la subvention pourrait entraîner un coût pour les pouvoirs publics pendant toute la période où ces derniers participeraient au capital.

### III. COUT DES FONDS POUR LES POUVOIRS PUBLICS ET VALEUR ACTUALISEE DE L' ARGENT

17. Il a été estimé que l'approche fondée sur le coût pour les pouvoirs publics, imposée par le paragraphe 1 de l'Annexe IV, soulève la question des modalités de calcul de ce coût, qui concerne toutes les catégories de subventions. En effet, les pouvoirs publics, pour se procurer des fonds, appliquent deux méthodes qui l'une et l'autre entraînent des charges, à savoir l'imposition et l'emprunt. Pour certains membres du Groupe, ces charges se limitent aux charges (de trésorerie) observables liées à la collecte de fonds. Pour d'autres, elles comprennent aussi certaines charges non observables, en particulier le coût d'opportunité afférent à l'utilisation de ces fonds et les coûts indirects éventuels de l'imposition. Le Groupe a examiné dans quelle mesure certains ou la totalité de ces coûts devraient être pris en compte dans les calculs au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV.

18. S'agissant des prêts, comme cela est indiqué dans la section pertinente du présent rapport, le Groupe recommande d'utiliser un taux d'emprunt d'Etat approprié (c'est-à-dire un taux obligataire) représentant le coût des fonds pour les pouvoirs publics. Les considérations relatives au coût des fonds pour les pouvoirs publics que cette section contient concernent donc les subventions échelonnées autres que les prêts.

19. Pour les charges de trésorerie observables, les membres du Groupe ont en général admis qu'elles comprennent les dépenses d'administration afférentes aux prélèvements fiscaux ainsi que le coût financier des emprunts publics. En principe, le montant de ces charges peut être obtenu directement à partir des comptes publics.

20. Dans ce contexte, certains membres du Groupe ont préconisé de calculer la moyenne pondérée des charges de trésorerie et de l'appliquer à chacune des subventions octroyées. La même base (moyenne) serait ainsi employée pour toutes les subventions. Autrement dit, on ne chercherait pas à identifier une subvention donnée à une source spécifique de financement. Cette attitude s'explique par le fait que les fonds publics de toute provenance sont le plus souvent confondus dans un compte de revenu général, ce qui empêche dans la plupart des cas l'assimilation d'une catégorie déterminée de dépenses publiques (y compris les subventions) avec une source particulière de financement (emprunt ou imposition).

21. Le Groupe a noté que, afin de calculer cette moyenne pondérée de façon relativement précise, il faudrait disposer de renseignements détaillés sur les charges de trésorerie découlant pour les pouvoirs publics de la collecte des recettes fiscales ainsi que sur les différents taux d'intérêt payés par les mêmes pouvoirs publics sur l'encours de leurs diverses formes d'endettement. Des renseignements sur les parts relatives des fonds empruntés et des recettes fiscales dans les recettes publiques totales seraient aussi nécessaires.

22. Bien que certains aient trouvé judicieuse l'idée de la moyenne pondérée des charges de trésorerie, le Groupe est cependant arrivé à la conclusion que son application aux calculs prévus au paragraphe 1 a) de l'article 6 et à l'Annexe IV pourrait se révéler impossible. L'accès aux données (surtout quand plusieurs niveaux d'administration publique seraient en cause) ainsi que la collecte et l'analyse de ces données seraient particulièrement problématiques en l'occurrence.

23. De plus, certains membres du Groupe ont estimé que la formule de la moyenne pondérée était insuffisante, en partie parce qu'elle ne répercuterait en aucune façon le coût indirect éventuel de l'imposition, à leur avis très élevé. Ils ont appelé l'attention sur le recours massif de nombreuses administrations publiques à l'emprunt qui démontrait l'importance de ce coût. Selon eux, si le coût de l'imposition ne dépassait pas les faibles frais administratifs, de trésorerie, les pouvoirs publics imposeraient beaucoup plus lourdement et recourraient moins à l'emprunt qu'ils ne le font en réalité.

Selon ces membres, c'est le taux des emprunts publics à long terme qui permet d'évaluer le plus exactement le coût indirect éventuel de l'imposition, dans la mesure où il représente le montant que les autorités sont disposées à payer pour éviter une aggravation de la fiscalité.

24. Certains membres du Groupe ont aussi été d'avis que les pouvoirs publics supportent un coût d'opportunité lorsqu'ils utilisent des fonds pour octroyer des subventions et que ce coût ne serait pas pris en compte si l'on s'en tenait aux charges de trésorerie. Selon eux, l'imputation d'un coût d'opportunité au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 n'impliquerait pas le respect d'une norme de maximisation des bénéfices pour l'utilisation des ressources publiques. Ce coût serait plutôt compris comme le coût d'opportunité qui découle pour les pouvoirs publics de l'emploi de leurs fonds dans un but donné, ces fonds devenant ainsi indisponibles pour toute autre fin à laquelle ils auraient pu être destinés. Eu égard aux subventions, un exemple relativement simple de ce coût serait le suivant: en accordant une subvention les pouvoirs publics renonceraient à la possibilité de réduire leurs charges d'intérêts par le remboursement d'une partie de leur dette - par exemple par le rachat d'obligations en circulation - ou, à l'inverse, pour financer une subvention, les pouvoirs publics devraient émettre une obligation qui serait assortie de charges d'intérêts. Dans les deux cas, le coût d'opportunité pour les pouvoirs publics serait le coût financier supporté sur ces obligations.

25. Un élément qui recoupe en partie le précédent et a fait l'objet d'un examen approfondi à propos de la question des subventions échelonnées est la valeur actualisée de l'argent. Pour les membres du Groupe favorables à l'inclusion de cet élément lorsque les subventions sont échelonnées, il s'agit d'ajustements de caractère purement technique qui permettent de comparer des montants en valeur réelle (plutôt que nominale), à des moments différents. Pour donner un exemple simple à cet égard, on pourrait calculer le montant qui, à une date future, serait équivalent à un montant actuel. Un taux d'intérêt (ou d'actualisation) approprié serait alors appliqué au montant actuel pour la période pertinente. Le principal argument avancé en faveur de l'inclusion de la valeur actualisée de l'argent a été que l'échelonnement d'une subvention constitue un mouvement d'argent dans le temps et que ce mouvement n'a de sens que si la valeur actualisée de l'argent en cause est prise en considération. Autrement dit, si une subvention est divisée en versements nominaux annuels égaux, la valeur réelle du dernier versement sera inférieure à la valeur réelle des précédents c'est-à-dire que le montant réel total du subventionnement pendant la période sera sous-estimé. Le Groupe a considéré que, selon le taux d'actualisation utilisé, les ajustements opérés pourraient aussi tenir compte du coût d'opportunité pour les pouvoirs publics des fonds fournis à titre de subvention et/ou du coût indirect éventuel de l'imposition. Aucun consensus ne s'est dégagé sur la question de savoir si ces coûts devraient entrer dans le calcul des subventions au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV.

26. La manière dont la valeur actualisée de l'argent devrait être calculée, dans le cas où cet élément serait inclus, a aussi donné lieu à un vaste débat. En particulier il a été répondu diversement à la question de savoir si ledit élément devrait intervenir seulement dans l'évaluation du montant initial d'une subvention ou si les montants prévus pour chaque année de la période d'imputation devraient être ajustés en conséquence. La méthode envisagée dans le premier cas consisterait à calculer le montant total d'un don (y compris le coût actualisé de financement pendant la durée de vie) à la date où la subvention a été octroyée puis à échelonner ce montant dans le temps. Les versements seraient indexés sur le coût de la vie afin de préserver l'importance et la valeur originales de la subvention pendant toute la période d'imputation. Dans le second cas on extrapolerait les versements annuels échelonnés du montant nominal initial de la subvention en appliquant un taux d'actualisation équivalant au taux des obligations d'Etat en vigueur. Ce procédé ne nécessiterait aucun ajustement additionnel pour tenir compte de l'inflation car le taux d'actualisation comprendrait déjà le taux d'inflation escompté.

27. La principale objection formulée contre l'inclusion de la valeur actualisée de l'argent dans le calcul des subventions a été que cette approche serait incompatible avec l'approche fondée sur le coût pour les pouvoirs publics qu'exige le paragraphe 1 de l'Annexe IV. Selon cette thèse, le coût pour



les pouvoirs publics de l'octroi d'une subvention échelonnée devrait être le même au bout de cinq ans que la première année, car ce coût est supporté par les pouvoirs publics au moment où la subvention est accordée, et atteint le montant de la valeur nominale initiale de celle-ci, même si cette valeur est ensuite imputée sur plusieurs années. Certains membres du Groupe ont aussi estimé que l'inclusion de la valeur actualisée de l'argent dans le calcul, dans la mesure où elle serait fondée en partie sur le postulat du coût d'opportunité pour les pouvoirs publics, serait malencontreuse. En particulier, on s'orienterait ainsi vers une approche reposant sur l'avantage conféré au bénéficiaire, contraire aux dispositions de l'Accord qui requièrent une approche déterminée par le coût pour les pouvoirs publics.

#### IV. AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'INFLATION ET DES INTERETS

28. Le Groupe a reconnu que, même si un accord de principe intervenait sur les questions de la moyenne pondérée des charges de trésorerie, du coût d'opportunité pour les pouvoirs publics, de la valeur actualisée de l'argent et des coûts indirects éventuels de l'imposition, en pratique, ces coûts seraient difficiles à chiffrer directement. En outre, aucune unité de vues ne s'est dégagée en ce qui concerne les valeurs approchées qui pourraient être utilisées pour représenter ces coûts dans le calcul des subventions. Cela étant, le Groupe a modifié légèrement le cadre de son examen de façon à mettre en évidence les effets de l'inflation et des intérêts sur le montant des subventions, en particulier des subventions échelonnées. Il lui a semblé qu'ainsi un certain nombre de ces questions fondamentales pourraient, du moins pour partie, trouver une réponse administrativement viable. A ce propos, le Groupe a étudié plus spécialement la mesure dans laquelle, pour le calcul des subventions, il pourrait être tenu compte des effets cumulés de l'inflation et des intérêts (implicites ou clairement établis) en liaison avec les mouvements dans le temps des montants nominaux des subventions.

29. Le Groupe a constaté à cet égard que tout taux d'intérêt est formé en réalité de deux éléments, le taux d'inflation escompté et le taux d'intérêt "réel", c'est-à-dire le coût pur et simple de l'utilisation de l'argent sur la période considérée. C'est pourquoi, il a jugé utile de traiter séparément ces deux éléments au cours de ses délibérations et lors de l'élaboration de ses recommandations. Il a noté que le taux d'intérêt réel en termes simples est la différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation.

##### A. Inflation

30. S'agissant de l'inflation, une question essentielle se pose à propos de l'imputation des subventions dans le temps: comment établir une base qui convienne à la fois pour le numérateur (montant de la subvention pendant la période pertinente) et le dénominateur (valeur des ventes pendant la période pertinente) utilisés pour le calcul du subventionnement *ad valorem* d'un produit? Il a été convenu que la réponse à cette question dépendait de la fréquence avec laquelle et de la base sur laquelle le dénominateur devrait varier au cours de la période d'imputation pour une subvention donnée. A cet égard, comme la section VI.B l'indique en détail, le Groupe a recommandé que chaque année d'une période d'imputation ait un dénominateur, qui lui soit propre, à savoir le volume des ventes de l'année précédente.

31. Cette recommandation a un rapport avec la question de savoir si le montant de la subvention devrait être ajusté pour tenir compte de l'inflation, car avec le temps la valeur nominale des ventes d'une entreprise tend à varier simplement en raison de l'inflation, même si le champ ou l'échelle d'activité de cette entreprise ne change pas. En conséquence, étant corrigé chaque année pendant une période d'imputation, le dénominateur des ventes tiendra automatiquement compte des effets de l'inflation. Si le numérateur (montant de la subvention échelonnée) n'est pas aussi corrigé de l'inflation dans le temps, il y aura une différence de nature entre le numérateur et le dénominateur. Le Groupe en a conclu qu'il serait opportun d'ajuster le numérateur pour éliminer l'incidence de l'inflation. Cet

ajustement empêcherait l'inflation de réduire progressivement l'importance et la valeur réelles de la subvention au cours de la période d'imputation.

32. Etant indexés sur l'inflation, les versements échelonnés des subventions augmenteraient progressivement en valeur nominale tout en restant constants en valeur réelle. Comme, ainsi que cela a été indiqué, pour chaque année d'une période d'imputation, un montant correspondant à l'inflation serait intégré au dénominateur des ventes, la comparabilité du numérateur et du dénominateur serait préservée.

#### B. Intérêts

33. Indépendamment de la question de l'inflation, le Groupe a examiné dans quelle mesure les versements échelonnés des subventions devraient aussi être ajustés de façon à inclure un élément d'"intérêt réel". Il est parvenu à la conclusion qu'il y aurait lieu de procéder à des corrections pour prendre en compte le taux d'intérêt réel lorsque les subventions étaient échelonnées.

34. Pour arriver à cette conclusion, le Groupe est parti de plusieurs axes de réflexion différents. Tout d'abord, comme cela est dit plus haut, il a admis que, si les pouvoirs publics empruntent, ils auront à supporter des charges d'intérêts qui ne pourront en général être assimilées à aucun ensemble de dépenses financées par les fonds empruntés. Cela lui a semblé plaider en faveur de l'application d'un certain coût financier à toutes les subventions. Le coût d'opportunité pour les pouvoirs publics et la valeur actualisée de l'argent, dont il a déjà été question, ont aussi été considérés dans ce contexte. La prise en compte de l'un ou l'autre de ces facteurs supposerait l'attribution d'un certain élément de coût financier aux subventions échelonnées, pour mesurer le coût des utilisations sacrifiées des fonds au cours de la période pertinente ou pour permettre de maintenir la valeur et l'importance réelles des subventions dans le temps.

#### C. Méthodologie<sup>1</sup> (Recommandation 3)

35. Etant donné ce qui précède et compte tenu des difficultés qu'a rencontrées le Groupe pour arriver à un consensus sur une base théorique unique pour une méthodologie d'imputation qui soit conceptuellement pure, le Groupe recommande que les versements échelonnés soient corrigés à 100 pour cent de l'inflation et comprennent également une fraction du taux d'intérêt réel. Il recommande expressément d'appliquer à cette fin le taux d'inflation plein augmenté de la moitié de la différence entre le taux d'inflation et le taux des emprunts publics dont la durée est la plus proche de la période d'imputation de la subvention. Il est d'avis que cette approche fournit une valeur représentative des composantes susmentionnées des coûts des fonds pour les pouvoirs publics et un moyen administrativement viable de maintenir la valeur réelle d'une subvention sur une période déterminée. Il n'y serait dérogé que lorsque le taux d'intérêt serait inférieur au taux d'inflation (ce qui pourrait se produire en période fortement inflationniste). Dans ce cas, le coefficient d'ajustement recommandé est le taux d'inflation plein, non corrigé des intérêts.

36. Le Groupe recommande en outre que, en règle générale, le coefficient d'ajustement soit obtenu à partir du taux d'intérêt et du taux d'inflation en vigueur au moment où la subvention est reçue et qu'il soit maintenu constant pendant toute la période d'imputation. Ainsi pour chaque année d'une période d'imputation, non compris l'année où la subvention est reçue, le montant de la subvention

---

<sup>1</sup>Comme cela est indiqué ci-dessus, cette approche est applicable aux subventions échelonnées autres que les prêts.

inclurait un montant correspondant au coefficient d'ajustement composé.<sup>2</sup> Un coefficient d'ajustement fixe pour toute la période d'imputation pourrait ne pas être indiqué pendant les phases de forte variation des taux d'inflation et d'intérêt où il pourrait être préférable de calculer le coefficient d'ajustement sur une base annuelle.

37. L'exemple suivant montre comment le coefficient d'ajustement serait déterminé. Si le taux des emprunts d'Etat atteignait 10 pour cent et le taux d'inflation 6 pour cent lorsque la subvention serait reçue, le coefficient d'ajustement s'élèverait à 8 pour cent: 6 pour cent (taux d'inflation) plus 2 pour cent, représentant la moitié de la différence entre 10 pour cent (taux des emprunts publics) et 6 pour cent (taux d'inflation) soit 4 points de pourcentage. En pratique, ce coefficient d'ajustement peut être calculé comme étant la moyenne arithmétique du taux d'inflation et du taux des emprunts publics.

38. La méthodologie en matière d'échelonnement recommandée par le Groupe dans la présente section est applicable exclusivement dans le contexte de l'article 6.1 a) et de l'Annexe IV et ne saurait à ce titre affecter les méthodologies en matière d'échelonnement suivies par les pays qui appliquent des mesures compensatoires. Egalement du fait de ce contexte, cette recommandation ne vaut, dans l'optique du coût des subventions pour les pouvoirs publics, que pour évaluer ce coût et est donc censée n'être applicable que dans cette optique.

#### D. Sources de renseignements sur les taux des emprunts d'Etat (Recommandation 4)

39. Concernant le coefficient d'ajustement qui vient d'être évoqué, et les taux d'intérêt utilisés comme référence pour déterminer le coût pour les pouvoirs publics des subventions accordées sous forme de prêts (voir section VIII.B), le Groupe a reconnu qu'il fallait trouver un moyen de chiffrer les taux des emprunts publics. A ce propos, il a conclu que le taux de rendement actuariel des titres publics (titres nouvellement émis ou titres déjà émis) représentait l'indicateur le plus exact du taux d'intérêt payé par une administration publique. En désignant une obligation ou un autre moyen de financement public ayant la date d'échéance voulue, on pourrait faire coïncider les périodes d'imputation des subventions et la durée des titres publics comme le prévoient les recommandations relatives à la méthodologie.

40. Diverses sources de renseignements sur le marché secondaire des titres publics ont été identifiées. Ont été mentionnés en particulier les services en direct de Reuters et Bloomberg dont les données sont parfaitement actualisées et qui semblent couvrir l'ensemble des pays émetteurs, des marchés et des monnaies. L'International Manual de Moody et le Government Finance Statistical Yearbook du FMI ont été retenus comme sources complémentaires d'information sur les taux d'intérêt perçus sur les obligations publiques.

#### V. PAYS A ECONOMIE INFLATIONNISTE (Recommandation 5)

41. La seconde question fondamentale examinée dans le contexte de l'inflation est celle des pays à économie inflationniste. Le paragraphe 5 de l'Annexe IV prévoit expressément l'indexation du dénominateur des ventes sur le taux d'inflation dans les cas où l'entreprise bénéficiaire est située dans un pays à économie inflationniste. Un certain nombre de questions ont été mises en évidence et examinées en relation avec ce paragraphe.

---

<sup>2</sup>Le Groupe a débattu de la question de savoir si le coefficient d'ajustement devrait être appliqué à l'année où la subvention est reçue. En raison des divergences de vues concernant les bases théoriques pour le coefficient d'ajustement, il lui a été difficile d'arriver à un consensus. Finalement, le Groupe a décidé que le coefficient d'ajustement ne devrait pas être appliqué au montant imputé sur l'année où la subvention est reçue.

A. Définition du terme "inflationniste"

42. Il a d'abord été constaté que l'Annexe IV ne définit pas l'expression "pays à économie inflationniste" mais l'avis général a été que dans le cadre du paragraphe 5 le terme "inflationniste" vise les pays où l'inflation est forte. Si aucune limite n'était fixée, tout pays ayant un taux d'inflation positif serait qualifié d'inflationniste au sens du paragraphe 5. Le fait que ce paragraphe fasse des pays à économie inflationniste un cas spécial en les mentionnant à part semble indiquer que ses dispositions seraient applicables à certains pays seulement.

43. Diverses formules permettant d'identifier les pays inflationnistes ont été passées en revue. On a d'abord envisagé l'éventualité d'une définition numérique fixe. A cet égard il a été constaté que ni la Banque interaméricaine de développement, ni la Banque mondiale, ni le Fonds monétaire international ne recourent à des normes numériques pour définir les pays à économie inflationniste. De plus, les Etats-Unis qui, dans le passé, ont utilisé le chiffre de 50 pour cent dans des affaires antidumping, ont renoncé dernièrement à cette méthode. Le Groupe a conclu que, en l'absence de point de référence extérieur, une norme numérique ne serait pas opportune parce que difficile à définir et à justifier.

44. Le Groupe a donc recommandé que la détermination du caractère inflationniste d'un pays au sens du paragraphe 5 de l'Annexe IV soit effectuée cas par cas et sur une double base: 1) la comparaison du taux d'inflation de ce pays avec le taux moyen d'inflation des pays membres de l'OCDE<sup>3</sup>; 2) la mesure dans laquelle l'indexation sur l'inflation est couramment utilisée dans les transactions et la comptabilité. (Il a été noté que si une entreprise indexe couramment la valeur de ses ventes sur le taux d'inflation, cette valeur indexée pourrait être utilisée comme dénominateur des ventes dans les calculs du subventionnement effectués au titre de l'article 6.1 a).)

B. Question de l'intégration de l'inflation dans le numérateur et modalités de cette intégration

45. Le paragraphe 5 de l'Annexe IV prévoit expressément l'indexation du dénominateur des ventes sur le taux d'inflation pour les économies inflationnistes mais ne fait pas mention du numérateur. Comme la section IV l'indique, la recommandation générale du Groupe est que les montants des subventions (le numérateur) soient ajustés pour tenir compte au moins du taux d'inflation et qu'en outre, le coefficient d'ajustement puisse être révisé chaque année si le taux d'inflation et le taux d'intérêt évoluent rapidement. Il a donc été jugé inutile de formuler une autre recommandation concernant l'ajustement du numérateur pour éliminer l'incidence de l'inflation dans le cas des pays à économie inflationniste.

46. Le Groupe a examiné la question de l'indice ou des indices à appliquer au numérateur et au dénominateur dans le cas des pays à économie inflationniste. En particulier, les pays qui pratiquent l'indexation sur le taux d'inflation publient et utilisent habituellement une série d'indices différents et ne produisent pas tous le même nombre ou les mêmes types d'indices. Il pourrait donc être difficile de définir un indice normalisé unique qui existerait nécessairement ou serait appliqué à bon escient à toutes les situations relevant du paragraphe 5 de l'Annexe IV.

47. En particulier, il a été admis que, certes, en fixant comme règle le recours au taux composite général d'inflation on pourrait accroître la transparence et la prévisibilité des résultats dans le cas d'un pays à économie inflationniste, mais que cette approche pourrait présenter des limites. En effet, si le Groupe recommandait cet indice ou n'importe quel autre indice unique d'inflation, un tel indice pourrait ne pas convenir à toutes les situations.

---

<sup>3</sup>Si le pays concerné est membre de l'OCDE, son taux d'inflation ne serait pas compris dans ce taux moyen.

48. En outre, il a été déclaré qu'il conviendrait peut-être d'appliquer deux indices différents au numérateur et au dénominateur. Ainsi, si un don était lié à l'achat d'un actif fixe, il pourrait être bon d'utiliser un indice des biens d'équipement pour corriger le numérateur (la subvention) de l'inflation mais il y aurait lieu de recourir à un indice des biens de consommation pour ajuster le dénominateur des ventes (si les biens produits par l'actif fixe étaient des biens de consommation). Il a été noté que les registres comptables de l'entreprise bénéficiaire pourraient être utiles pour déterminer s'il fallait utiliser deux indices différents et, dans l'affirmative, quels indices devaient être retenus. Il a été jugé indiqué de laisser en suspens la question de l'indice ou des indices à appliquer dans une situation donnée au sens du paragraphe 5 de l'Annexe IV, compte tenu des considérations susmentionnées.

49. Le Groupe a examiné une solution de remplacement consistant à convertir les montants des subventions et les dénominateurs des ventes dans une monnaie stable utilisée couramment pour les transactions commerciales internationales, ou dans une corbeille de monnaies (par exemple, indice des parités de pouvoir d'achat ou moyenne pour les pays de l'OCDE). Il a été noté que dans certains pays à économie inflationniste, il est procédé à ce genre de conversion plutôt qu'à l'indexation sur le taux d'inflation pour les opérations comptables internationales et pour l'établissement de bilans consolidés. Si cette solution était adoptée, une indexation distincte sur le taux d'inflation ne serait pas nécessaire et, partant, on n'aurait pas besoin de définir les indices d'inflation à appliquer au numérateur et au dénominateur. En outre, en pareil cas, le coefficient d'ajustement au titre de l'inflation et des intérêts qui est recommandé à la section IV et dans la Recommandation 3 pourrait être fondé sur le taux d'inflation et le taux d'intérêt pour la monnaie ou la corbeille de monnaies utilisée, ce qui simplifierait énormément le calcul du coût pour les pouvoirs publics et du subventionnement. Il a été noté que, si la formule de la corbeille de monnaies était retenue, il serait souhaitable d'établir la moyenne pondérée des taux de change pris en compte à l'aide d'un coefficient approprié.

## VI. DENOMINATEUR DES VENTES (Recommandation 6)

### A. Période de référence du dénominateur des ventes (Recommandation 6, parties A à C)

50. Les participants ont longuement examiné les questions que pose la définition d'un dénominateur des ventes approprié pour le calcul du subventionnement *ad valorem* d'un produit dans les limites définies par l'Annexe IV. Ils ont tout d'abord pris note des orientations fournies par les paragraphes 2 et 3 de cette annexe, qui disposent en particulier que les données pertinentes sur les ventes sont les données concernant la période de 12 mois la plus récente qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée. De l'avis général, cela signifiait que, sous réserve de dispositions expresses contraires, il existerait toujours un décalage entre la période couverte par le numérateur et la période couverte par le dénominateur (les subventions pour l'année en cours étant divisées par les ventes de l'année précédente).

51. Deux cas particuliers ont été identifiés dans le contexte de cette règle générale. Le premier concerne un pays à économie inflationniste où les ventes durant l'année civile précédente doivent être indexées sur le taux d'inflation enregistré pendant la période de 12 mois la plus récente. En l'occurrence, s'il existe un décalage dans les données essentielles, ces données sont elles-mêmes actualisées par l'application du taux d'inflation.

52. Le second cas particulier concerne le traitement des subventions d'ordre fiscal visées à la note 64 de l'Annexe IV. Aux termes de cette note, dans le cas d'une subvention d'ordre fiscal, la valeur du produit sera calculée comme étant "la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire durant l'exercice budgétaire pendant lequel cette entreprise aura bénéficié de cette subvention" (non souligné dans le texte). Il ressort de ce texte qu'une seule période devrait être utilisée pour déterminer le numérateur et le dénominateur, à savoir la période pendant laquelle l'entreprise aura bénéficié de la subvention, ce qui suppose l'absence de tout décalage dans le temps. On a noté à cet égard que, normalement,

une entreprise "bénéficie" d'une subvention d'ordre fiscal pendant l'exercice budgétaire précédant celui au cours duquel est déposée la déclaration fiscale s'y rapportant. Le gouvernement qui accorde la subvention enregistrera donc normalement des pertes de recettes fiscales pendant l'année suivant celle au cours de laquelle la subvention d'ordre fiscal aura été accordée. Compte tenu des termes employés dans la note 64, le Groupe recommande que, dans le calcul du subventionnement *ad valorem* d'origine fiscale, on prenne comme numérateur le montant de la subvention d'ordre fiscal accordée pendant l'exercice budgétaire précédant l'exercice budgétaire durant lequel la déclaration fiscale pertinente a été déposée et que l'on prenne comme dénominateur les ventes de l'entreprise pendant ce même exercice budgétaire, c'est-à-dire pendant l'exercice budgétaire précédant l'exercice budgétaire durant lequel la déclaration a été déposée.

53. Le Groupe a noté par ailleurs que la référence faite aux paragraphes 2 et 3 de l'Annexe IV à "la période de 12 mois la plus récente pour laquelle des données sur les ventes sont disponibles et qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée" était quelque peu ambiguë. Il se pouvait, en particulier, que la période en cause soit ou bien l'exercice comptable le plus récent de l'entreprise bénéficiaire ou bien la période effective de 12 mois précédant immédiatement le mois durant lequel la subvention était accordée (que cette période coïncide ou non avec l'exercice comptable du bénéficiaire). Compte tenu de l'éventualité d'ajustements de fin d'exercice au titre de ristournes, rabais, restitutions, etc. et de la facilité avec laquelle on peut généralement obtenir des données, le Groupe recommande d'utiliser les données sur les ventes pour l'exercice comptable le plus récent. Avec cette méthode, si une subvention était accordée en avril et si l'exercice comptable de l'entreprise était l'année civile, le dénominateur des ventes correspondrait aux ventes de l'entreprise durant l'année civile précédente. Le Groupe recommande en outre que ces données sur les ventes portent sur les ventes nettes plutôt que sur les ventes brutes.

#### B. Variabilité (Recommandation 6, partie D)

54. Le Groupe a abordé une autre question à propos du dénominateur des ventes; il s'est demandé si ce dénominateur devrait varier dans le calcul du taux de subventionnement *ad valorem* à partir de subventions échelonnées et, dans l'affirmative, à quel stade. Il a envisagé plusieurs possibilités. L'une de ces possibilités consisterait à établir un dénominateur des ventes unique pour chaque subvention - à savoir le volume des ventes pendant l'année précédant la période pendant laquelle la subvention a été accordée - et à reporter ce dénominateur pour cette subvention sur la totalité de la période sur laquelle la subvention a été imputée. Dans ce cas, si le montant global du subventionnement pour l'année examinée comprenait les montants échelonnés de trois subventions dont chacune aurait été accordée au cours d'une année antérieure différente, trois dénominateurs des ventes (un pour chaque subvention) seraient utilisés pour établir un taux séparé de subventionnement *ad valorem* pour chaque subvention pour l'année examinée. Ces pourcentages *ad valorem* dont chacun aurait été calculé par rapport au volume des ventes d'années différentes seraient alors additionnés pour déterminer le taux global de subventionnement. Le Groupe a considéré que le fait d'établir un dénominateur des ventes fixe, qui tendrait à surestimer le taux effectif de subventionnement pendant les périodes d'expansion des ventes et à le sous-estimer pendant les périodes de contraction, serait un inconvénient, et il a considéré comme un avantage le fait d'établir avec certitude un taux unique de subventionnement *ad valorem* pour chaque subvention échelonnée.

55. Une autre possibilité consisterait à appliquer un dénominateur des ventes unique à toutes les subventions accordées pendant une année déterminée ou imputées sur une année déterminée. Ce dénominateur serait le volume des ventes pendant l'année précédant l'octroi le plus récent d'une subvention. Pendant la période d'imputation d'une subvention, le dénominateur des ventes resterait donc fixé au volume des ventes pendant l'année précédant la première subvention jusqu'à ce qu'une deuxième subvention soit accordée, le dénominateur des ventes appliqué aux deux subventions étant alors fixé en fonction du volume des ventes pendant l'année précédant l'octroi de la deuxième subvention,

et ainsi de suite. Les participants ont considéré que cette approche pourrait rendre relativement prévisible le taux de subventionnement découlant de chaque subvention tout en permettant d'incorporer en partie au moins les variations du volume des ventes dans le temps. En revanche, cette approche, comme la première, risquait d'offrir le même potentiel de surestimation ou de sous-estimation du subventionnement *ad valorem*.

56. En raison des limitations de ces deux premières approches, le Groupe en recommande une troisième qui, estime-t-il, correspond plus étroitement à la réalité et en vertu de laquelle chaque année d'une période d'imputation aurait un dénominateur des ventes qui lui serait propre, à savoir le volume des ventes de l'année précédente. Si donc une subvention accordée en 1996 était échelonnée sur cinq ans, le dénominateur des ventes employé pour déterminer le taux de subventionnement de 1996 serait le volume des ventes de 1995, le dénominateur du taux de subventionnement de 1997 serait le volume des ventes de 1996, etc. Il semblerait donc, avec ce mode de calcul, qu'on doive considérer que le mot "accordée" au paragraphe 2 de l'Annexe IV a le sens de "imputée". En d'autres termes, le dénominateur serait le volume des ventes du bénéficiaire durant la période de 12 mois la plus récente précédant la période pendant laquelle la partie correspondante de la subvention a été imputée.

57. L'un des principaux facteurs, qui a été pris en considération dans l'élaboration de cette recommandation, est que les faits concrets et en particulier le volume des ventes des sociétés changent avec le temps. Le champ d'activité d'une société, par exemple, peut s'élargir ou se réduire, ou encore l'inflation peut modifier la valeur des ventes même si leur volume reste constant. Le Groupe a estimé que le meilleur moyen de garantir que le niveau de subventionnement était calculé sur une base actualisée pour chaque année d'une période d'imputation était de modifier le dénominateur des ventes pour chaque année. A cet égard, il a aussi noté que l'ajustement du dénominateur des ventes pour chaque année était compatible avec sa recommandation visant à ajuster chaque année les montants des subventions échelonnées pour tenir compte de l'inflation et des intérêts. Tout bien considéré, les participants ont estimé que ces éléments positifs l'emportaient sur le risque de moindre prévisibilité que cette approche pourrait entraîner.

C. Calcul du seuil de 5 pour cent pour l'ensemble de la branche de production ou par entreprise  
(Recommandation 6, partie E)

58. Une autre question a été soulevée dans le contexte du dénominateur des ventes: celle de savoir si le subventionnement *ad valorem* devait être calculé par entreprise ou pour l'ensemble de la branche de production. Des points de vue différents ont été exprimés à ce sujet. Si le subventionnement est calculé par entreprise, il pourrait y avoir présomption de préjudice grave même si une seule petite entreprise bénéficiait de subventions représentant plus de 5 pour cent de ses ventes alors que la plus grande partie de la branche de production ne serait pas subventionnée. D'autre part, si le subventionnement est calculé pour l'ensemble de la branche de production, il pourrait ne pas y avoir présomption de préjudice grave même si une seule entreprise était fortement subventionnée, tant que les autres entreprises ne seraient que faiblement subventionnées ou ne le seraient pas du tout.

59. Pour défendre la méthode du calcul pour l'ensemble de la branche de production, on a fait valoir que la mention faite au paragraphe 1 a) de l'article 6 "d'un subventionnement *ad valorem* total d'un produit dépassant 5 pour cent" pourrait être interprétée comme exigeant que soit calculé le subventionnement du produit dans son ensemble plutôt que le subventionnement du produit d'une entreprise déterminée. Dans une branche de production comptant cinq entreprises, par exemple, deux de ces cinq entreprises pourraient bénéficier d'un subventionnement supérieur à 5 pour cent tandis que le taux moyen pondéré du subventionnement de l'ensemble de la branche de production (en prenant en compte les ventes des entreprises non subventionnées) pourrait être inférieur à 5 pour cent.

60. A cet égard, certaines inquiétudes sont apparues du fait que le subventionnement d'une seule entreprise pourrait éventuellement donner lieu à une présomption de préjudice grave aux termes du paragraphe 1 a) de l'article 6, même si le subventionnement moyen du produit pour la branche de production était inférieur à 5 pour cent et, en particulier, pouvait donner lieu à des actions qui ne se rapporteraient pas au fond de la question.

61. Toutefois, malgré ces réserves, le Groupe a estimé que, d'après le libellé du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV, les subventions devraient être calculées par entreprise. Il a notamment fait observer que les paragraphes 2 à 5 de l'Annexe IV se réfèrent exclusivement à l'entreprise bénéficiaire prise isolément. Dans ce contexte, il a également noté que si le paragraphe 1 a) de l'article 6 se réfère à un subventionnement *ad valorem* total d'un produit, il est assorti de la note 14 qui précise que le subventionnement sera calculé conformément aux dispositions de l'Annexe IV, laquelle, comme on l'a dit plus haut, se réfère à "l'entreprise bénéficiaire". En outre, on pourrait interpréter la référence à un subventionnement "total" comme signifiant un subventionnement total reçu par une seule entreprise au titre de programmes multiples. Le Groupe a noté d'autre part que les effets défavorables énumérés à l'article 6 qui constituent un préjudice grave (sous-cotation de prix, détournement des exportations d'un produit similaire, par exemple) pourraient résulter des actes d'une seule entreprise et qu'aux termes du paragraphe 1 c) de l'article 6, le subventionnement d'une entreprise prise isolément donne explicitement lieu à une présomption de préjudice grave. Il a noté qu'en tout état de cause les entreprises subventionnées à moins de 5 pour cent ne seraient pas présumées causer un préjudice grave.

D. Subventions "liées" à des produits déterminés (Recommandation 6, partie F)

62. Les participants ont étudié la référence qui est faite au paragraphe 3 de l'Annexe IV aux subventions "liées" à certains produits pour le calcul du subventionnement *ad valorem*. Il ressort de la disposition énoncée à ce paragraphe que, pour les subventions liées à la production ou à la vente d'un produit donné, le dénominateur à retenir est représenté par les ventes dudit produit, cependant qu'il est prévu au paragraphe 2 de la même Annexe IV que, pour toutes les autres subventions, le dénominateur à retenir est la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire. Le paragraphe 3 ne précise pas toutefois la méthode à appliquer pour déterminer l'existence d'un "lien", ce qui laisse en suspens un certain nombre de questions, celles de savoir par exemple quel doit être le degré de proximité d'un produit et d'une subvention pour que celle-ci soit "liée" audit produit et dans quelle mesure la vente d'actifs et/ou d'équipements affecte le montant d'une subvention et son "lien" avec un produit.

63. Les participants ont noté que le rapport du Groupe spécial sur l'acier au plomb et au bismuth renferme à propos de la question du "lien" des considérations qui peuvent constituer des indications utiles et que le Groupe a prises pour base de ses recommandations sur ce sujet. Si l'on adopte ce point de vue, une subvention serait considérée comme liée si celui qui conférerait la subvention connaissait l'utilisation à laquelle elle était destinée et l'attestait avant de l'accorder ou au moment de l'accorder. Le Groupe a estimé que d'autres approches seraient également possibles.

E. Dénominateurs des ventes pour des subventions liées et non liées et totalisation du subventionnement *ad valorem* provenant de subventions de différents types (Recommandation 6, partie G)

64. Une autre question se pose à propos de la détermination du dénominateur des ventes pertinent lorsque des subventions liées et non liées existent concurremment. La disposition qui figure au paragraphe 6 de l'Annexe IV, notamment, selon laquelle "les subventions accordées au titre de différents programmes et par des autorités différentes sur le territoire d'un Membre seront totalisées" amène à se poser en termes généraux la question du mode de totalisation lors du calcul du subventionnement *ad valorem*.



65. Le Groupe reconnaît que, comme le stipule l'Annexe IV, lorsqu'une subvention est liée à un type particulier de produit, la subvention accordée devrait être divisée par les ventes de ce produit. Il reconnaît aussi que, comme le spécifie encore l'Annexe IV, lorsqu'une subvention est non liée, le montant de la subvention devrait être divisé par les ventes totales de l'entreprise. A cet égard, il recommande, lorsqu'une entreprise bénéficie à la fois de subventions liées et de subventions non liées, de calculer le subventionnement *ad valorem* séparément pour chacun de ces deux types de subventions (en utilisant dans chacun des cas le dénominateur des ventes approprié) et d'additionner les pourcentages *ad valorem* résultants pour arriver au subventionnement *ad valorem* total du produit.

66. On peut par exemple prendre pour hypothèse que le lait est à l'origine d'une action au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6. Si une société produit de l'acier et du lait et si elle bénéficie d'une subvention liée pour la production de lait, le montant de la subvention devrait être divisé par ses ventes de lait pour déterminer le subventionnement *ad valorem* provenant de cette subvention. Si la société bénéficie également d'une subvention non liée, le montant de cette subvention devrait être divisé par ses ventes totales d'acier et de lait. Les deux pourcentages *ad valorem* résultants devraient alors être additionnés pour arriver au subventionnement *ad valorem* total du lait.

67. On peut aussi se demander, à propos du dénominateur des ventes, si un dénominateur des ventes unique devrait être utilisé pour des subventions de caractère différent: subventions à l'exportation ou subventions intérieures, ou encore subventions à des ventes sur des marchés particuliers. (A cet égard, il convient de noter qu'une subvention à l'exportation pourrait entrer dans une allégation au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6, plutôt qu'être utilisée séparément comme base d'une allégation de subvention prohibée conformément à la procédure définie à l'article 4. Voir la section I.B ci-dessus.) Le Groupe a examiné deux questions sans parvenir à un consensus à leur sujet: la question de savoir si les subventions à l'exportation devraient être divisées par les ventes à l'exportation ou par les ventes totales et celle de savoir si les subventions liées à des marchés particuliers devraient être divisées par les ventes sur ledit marché ou par les ventes totales.

## VII. SITUATIONS DE DEMARRAGE (Recommandation 7)

68. Le Groupe a examiné la question des entreprises bénéficiaires qui sont "dans une situation de démarrage", traitée au paragraphe 4 de l'Annexe IV. Il a reconnu que, faute d'expérience dans l'application des dispositions du paragraphe 4, il ne pouvait élaborer des recommandations sur ce point. Il a estimé en particulier qu'il faudrait prendre en considération la note 65 de l'Annexe IV pour définir le début d'une période de démarrage.

69. En fixant la fin de la période de démarrage à l'expiration d'un délai de un an à compter du début de la fabrication d'un produit, le paragraphe 4 semblait suggérer qu'une période de démarrage pouvait commencer plusieurs années avant que la production ne débute et se prolonger jusqu'à la fin de la première année de production. Le Groupe a toutefois constaté que le paragraphe 4 ne précisait pas avec exactitude le stade auquel la "production" pourrait être considérée comme ayant commencé (production destinée à la vente, production en quantités commerciales, production d'un prototype, etc.).

70. Une autre question s'est posée, s'agissant du numérateur et du dénominateur à utiliser pour calculer le seuil de subventionnement de 15 pour cent dans le contexte d'un démarrage (c'est-à-dire celle de savoir si le taux global de subventionnement dépasse 15 pour cent du total des fonds investis). Le Groupe a conclu que l'on devrait prendre le montant total absolu des subventions perçues pendant la période pertinente comme numérateur et le total des fonds investis comme dénominateur.

71. Tout en réitérant qu'il était impossible de définir une méthodologie faute d'expérience dans l'application du paragraphe 4, le Groupe a noté que d'une manière générale les fonds investis pourraient être considérés comme égaux au total des actifs: terrains, bâtiments, équipements et autres éléments

d'actifs. On a fait observer que la question du financement de ces actifs était sans rapport avec le calcul de leur valeur. Les fonds investis ne devraient pas être limités aux capitaux de l'entreprise qui pouvait également faire appel à des emprunts. Les "actifs" figurant au bilan devraient donc fournir la base du calcul du montant des fonds investis.

72. Le Groupe s'est aussi posé la question de savoir quelle part d'un prêt subventionné devrait être incluse dans le calcul de la valeur totale des subventions encaissées pendant la période de démarrage: devrait-on inclure le principal du prêt plus la bonification d'intérêts ou seulement cette dernière? Le Groupe a noté qu'en règle générale on ne devrait tenir compte que de la bonification d'intérêts et ce pour plusieurs raisons, notamment parce que si la totalité du principal était incluse il y aurait en fait une différence de traitement entre les prêts subventionnés dans le contexte d'une situation de démarrage et les prêts relevant de tout autre contexte. (Voir la section VIII.B ci-après sur les prêts.) Le Groupe a néanmoins envisagé une possibilité, à savoir que si l'entreprise concernée n'avait pas pu obtenir un prêt d'une autre source à un prix raisonnable - prix du marché, coût marchand - il pourrait être opportun d'inclure la totalité du principal dans le calcul du total des subventions reçues. Le Groupe n'est pas parvenu à une conclusion ferme sur ce point.

73. Le Groupe a noté d'autre part que la protection fournie au bénéficiaire de la subvention par le seuil de 15 pour cent n'existait que pendant une période limitée. Si donc une entreprise bénéficiait d'un fort subventionnement au titre du démarrage et même si le seuil de 15 pour cent n'était pas atteint, il serait possible d'invoquer le seuil de 5 pour cent lorsque la première année de production se serait écoulée.

74. Le Groupe a étudié le point ci-après et recommande ce qui suit: qu'une demande de constatation de préjudice grave fondée sur les dispositions relatives à la situation de démarrage soit ou non introduite en application du paragraphe 4 de l'Annexe IV, toute demande ultérieure (après la période de démarrage) fondée sur le seuil de 5 pour cent devrait inclure tous les éléments de subvention au titre du démarrage qui étaient imputables sur la période visée aux fins du calcul des 5 pour cent. Si ces subventions initiales étaient exclues de demandes ultérieures invoquant le taux de 5 pour cent pour la simple raison qu'il s'agissait de subventions de démarrage, cela créerait pour lesdites subventions un délai de grâce de plusieurs années qui serait incompatible avec la fin clairement prévue au paragraphe 4 pour la période de démarrage.

## VIII. COUT POUR LES POUVOIRS PUBLICS D'UN SUBVENTIONNEMENT *AD VALOREM* PROVENANT DE DIFFERENTS TYPES DE SUBVENTIONS

75. Outre les questions évoquées ci-dessus qui recoupent plusieurs domaines (imputation, inflation, intérêt, dénominateur des ventes, par exemple) et qui influent sur les calculs pour tous les types de subventions, le Groupe a considéré que le calcul du coût pour les pouvoirs publics d'un type de subvention quel qu'il soit poserait probablement des problèmes propres à ce type. La question du coût d'une subvention pour les pouvoirs publics a donc été longuement examinée dans le contexte de types particuliers de subventions.

### A. Dons (Recommandation 8)

76. Le Groupe a identifié deux grands types de dons, les dons non remboursables et les dons remboursables. Il a noté en outre que ces dons pouvaient être accordés par versements échelonnés plutôt qu'en un versement unique.

1. Dons non remboursables (Recommandation 8, partie A)

77. Le Groupe a estimé que fondamentalement le coût d'un don pour les pouvoirs publics était la valeur nominale de ce don. Conformément à la méthodologie générale recommandée, la valeur des dons attribués serait ajustée pour tenir compte de l'inflation et des intérêts.

78. En ce qui concerne les dons en versements échelonnés, le Groupe recommande que chaque versement soit traité comme un don distinct, mesure compatible avec la recommandation visant à modifier le dénominateur des ventes chaque année pendant la période d'imputation. En outre, on peut ainsi prendre en compte de manière simple et nette dans les calculs toute différence entre le montant d'un don en versements échelonnés qui a été autorisé et le montant effectivement versé.

2. Dons remboursables (Recommandation 8, partie B)

79. Le Groupe a constaté une certaine similitude entre les dons assortis d'une obligation de remboursement lorsque certaines conditions sont remplies (par exemple lorsque les opérations du bénéficiaire deviennent rentables) et les prêts à remboursement sous conditions (voir la section VIII.B.2 ci-après). Cela étant, il recommande que, pendant la période qui précède le remboursement, les dons remboursables soient traités comme une succession de prêts à court terme ne portant pas intérêt. Dans cette éventualité, le coût d'un don pour les pouvoirs publics serait calculé en appliquant la méthode utilisée pour les prêts ordinaires, qui est exposée plus loin.

80. Le Groupe est convenu que, même si un don déterminé est théoriquement remboursable, on pourrait constater à un moment ou à un autre que, dans la réalité, il ne sera jamais remboursé (par exemple dans le cas d'un bénéficiaire dont les opérations sont chroniquement déficitaires). Il pourrait donc être opportun de déterminer, alors, qu'un don théoriquement remboursable est devenu en fait un don non remboursable et de le traiter comme tel. Dans ce cas, on prendrait comme coût du don pour les pouvoirs publics le montant dû à cette date (c'est-à-dire le montant initial, déduction faite des remboursements effectués jusqu'alors).

81. Etant donné qu'un don remboursable devenu non remboursable revient à une annulation de dette, il est recommandé que la période d'imputation pour tout montant dû dans ces conditions commence à la date à laquelle il est décidé que ce montant est effectivement devenu un don non remboursable. Cette méthode est recommandée afin de garantir que le "principal" d'un don remboursable entre dans les calculs du subventionnement au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 lorsque le remboursement est dû depuis longtemps et qu'il n'existe pas réellement de perspectives de remboursement. Une autre solution signifierait que seul un coût fictif de l'intérêt appliqué à un don qui était en fait un don non remboursable entrerait dans les calculs effectués au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6.

B. Prêts (Recommandation 9)

82. Dans le contexte du coût pour les pouvoirs publics, le Groupe a examiné deux types de prêts: les prêts ordinaires et les prêts à remboursement sous conditions.

1. Prêts ordinaires (Recommandation 9, partie A)

83. Le Groupe recommande que, dans le calcul du coût pour les pouvoirs publics d'un prêt ordinaire, il soit tenu compte de la mesure dans laquelle le taux d'intérêt effectivement appliqué au prêt est inférieur au taux des obligations d'Etat en vigueur pour l'année où le prêt est consenti. Pour des prêts de l'Etat à court terme (c'est-à-dire pour des prêts sur moins de un an), le taux des obligations qui serait approprié serait le taux applicable aux obligations d'Etat à court terme ayant une échéance comparable. Pour les prêts de l'Etat à long terme, le taux des obligations approprié serait le taux applicable aux obligations

d'Etat à long terme ayant une échéance comparable. A titre d'exemple et pour plus de clarté, si le taux des obligations d'Etat approprié était de 5 pour cent et si le taux d'intérêt du prêt était de 4 pour cent, le coût du prêt pour les pouvoirs publics serait de 1 point de pourcentage d'intérêt. Tout délai de grâce accompagnant le prêt de l'Etat pendant lequel les intérêts ne courraient pas serait aussi considéré comme un coût pour les pouvoirs publics, qui serait calculé à partir du taux des obligations d'Etat approprié. Le Groupe recommande en outre, pour établir une méthodologie de calcul relativement simple et prévisible, que les avantages conférés soient calculés sur une base annuelle pendant la durée du prêt (c'est-à-dire comme une succession de dons renouvelables). Le Groupe note également que le report du principal et/ou de l'intérêt peut ajouter au coût pour les pouvoirs publics.

## 2. Prêts à remboursement sous conditions (Recommandation 9, partie B)

84. Le Groupe a noté que les prêts à remboursement sous conditions sont analogues à des dons remboursables du fait qu'ils ne sont remboursables que si certaines conditions sont remplies ultérieurement si, par exemple, le bénéficiaire parvient à un seuil de rentabilité déterminé. Etant donné qu'il est impossible de prévoir l'avenir, le Groupe recommande que les prêts à remboursement sous conditions soient, de même que les dons remboursables, traités comme s'il s'agissait d'une succession de prêts à court terme ne portant pas intérêt lorsqu'il s'agira de déterminer le coût d'un prêt pour les pouvoirs publics.

85. Si ces prêts étaient ultérieurement remboursés, le montant de la subvention correspondrait, comme pour les prêts ordinaires, à la différence (si elle existe) entre le montant des remboursements effectués et les charges d'intérêts pour les pouvoirs publics, qui seraient calculées d'après le taux des obligations d'Etat approprié.

86. Le Groupe a considéré que, comme pour les dons remboursables, on pourrait décider qu'un certain prêt à remboursement sous conditions ne serait pas remboursé. Dans ce cas, le Groupe recommande qu'un tel prêt soit traité comme un don. Le montant de la subvention (c'est-à-dire le coût pour les pouvoirs publics) serait alors la valeur nominale du prêt, déduction faite des remboursements, à laquelle viendraient s'ajouter les intérêts échus calculés d'après le taux des obligations d'Etat à long terme.

87. Etant donné qu'un prêt à remboursement sous conditions devenu un don non remboursable revient à une annulation de dette, il est recommandé que la période d'imputation pour tout montant dû au titre de ce prêt commence à la date à laquelle il est décidé que ce montant est effectivement devenu un don non remboursable. Cette méthode est recommandée afin de garantir que le principal d'un prêt à remboursement sous conditions entre dans les calculs du subventionnement au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 lorsque le remboursement est dû depuis longtemps et qu'il n'existe pas réellement de perspectives de remboursement. Une autre solution signifierait que seul un coût fictif de l'intérêt appliqué à un don qui était en fait un don non remboursable entrerait dans les calculs effectués au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6.

## C. Bonifications d'intérêts (Recommandation 10)

88. Le Groupe a examiné la question des bonifications d'intérêts en tant que mesures distinctes des prêts subventionnés de l'Etat. Il a noté en particulier que ces bonifications pouvaient intervenir lorsque le prêt lui-même était obtenu auprès d'une source commerciale, les pouvoirs publics couvrant les charges d'intérêts en totalité ou en partie.

89. Le Groupe a envisagé deux cas possibles de bonifications d'intérêts. Dans le premier cas, les pouvoirs publics subventionnent les charges d'intérêts en continu, à partir du moment où le prêt est reçu ou d'une date ultérieure, à mesure que les versements sont dus. Dans ces circonstances, le

Groupe recommande que la subvention soit calculée comme étant le montant des intérêts couvert par les pouvoirs publics. Il recommande que ces intérêts soient traités comme une succession de dons renouvelables accordés aux dates d'échéance du remboursement des intérêts.

90. Dans le second cas, les pouvoirs publics font à un moment donné un versement unique qui contrebalance le coût des intérêts pour le bénéficiaire (qu'il s'agisse d'intérêts passés, versés ou non versés, ou d'intérêts dus ultérieurement). Dans ces circonstances, le Groupe recommande qu'une fois versé le montant de la subvention soit traité comme un don non renouvelable.

D. Annulation de dette (Recommandation 11)

91. Le Groupe a examiné la question du traitement, dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6, des subventions prenant la forme d'une annulation de dette. Il a noté en particulier que, si des subventions de ce type étaient à l'origine d'une présomption relative distincte de préjudice grave au regard du paragraphe 1 d) de l'article 6, cela ne signifiait pas pour autant que ces subventions étaient forcément dépourvues de pertinence dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV. Il se pourrait, par exemple, que l'on constate qu'une opération unique d'annulation de dette n'a pas été en soi à l'origine d'un préjudice grave (c'est-à-dire que la présomption aurait été réfutée). Toutefois, si le taux global de subventionnement (provenant de cette subvention et des autres subventions bénéficiant au même produit) dépassait le seuil de 5 pour cent *ad valorem*, une deuxième présomption relative serait établie. Cependant, à l'inverse, si un cas déterminé d'annulation de dette était en cause dans une action relevant du paragraphe 1 a) de l'article 6, cela ne générerait en rien la présomption distincte qui existerait par définition en application du paragraphe 1 d) de l'article 6.

92. Dans la mesure où des subventions sous forme d'annulation de dette sont en cause dans une action déterminée relevant du paragraphe 1 a) de l'article 6, le Groupe recommande que l'on prenne comme coût pour les pouvoirs publics le montant des dépenses des pouvoirs publics (c'est-à-dire le principal dû plus les intérêts échus). Ce montant devrait être traité comme un don encaissé à la date d'annulation de la dette.

E. Couverture des pertes (Recommandation 11)

93. La manière de traiter, dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6, les subventions destinées à couvrir des pertes d'exploitation soulève le même genre de questions que l'annulation de dette. Autrement dit, comme dans ce dernier cas, l'inclusion de subventions destinées à couvrir des pertes dans une situation relevant du paragraphe 1 a) de l'article 6 ne préjugerait en rien de la présomption distincte de préjudice grave que ces subventions entraîneraient en vertu du paragraphe 1 b) ou c) de l'article 6. Par ailleurs, aucune présomption distincte de ce type n'empêcherait de faire entrer de telles subventions dans un calcul du subventionnement *ad valorem* dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6.

94. Dans la mesure où des subventions destinées à couvrir des pertes d'exploitation sont en cause dans un cas déterminé relevant du paragraphe 1 a) de l'article 6, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics soit calculé comme étant le montant de la couverture des pertes assurée. Ce montant devrait normalement être considéré comme un don à moins que la couverture des pertes ne prenne une autre forme.

F. Allégements fiscaux (Recommandation 12)

95. Sur la question générale du calcul du coût des allégements fiscaux pour les pouvoirs publics, il a été convenu qu'en principe ce coût serait calculé comme étant la valeur nominale du manque à

gagner.<sup>4</sup> Il a été déclaré que ce calcul, dans tous les cas, dépendrait du type particulier d'allégement fiscal qui serait accordé. Il a aussi été noté que le qualificatif "fiscal", dans ce contexte, pourrait s'appliquer à tous les mécanismes générateurs de recettes des pouvoirs publics, y compris les droits à l'importation et à l'exportation, les cotisations à la sécurité sociale, etc.

#### 1. Amortissement accéléré

96. Quant à l'amortissement accéléré, deux méthodes de calcul du coût pour les pouvoirs publics (c'est-à-dire du manque à gagner) ont été examinées. La première consiste à calculer la subvention sur une base annuelle, et seulement pour les années où les pouvoirs publics enregistrent une perte de recettes, au motif qu'il est impossible de prévoir l'impôt que le bénéficiaire aura véritablement à payer pendant toute la période d'amortissement. En outre, il a été relevé que, si les programmes d'amortissement accélérés sont en général conçus de manière à ce que les dégrèvements fiscaux consentis antérieurement soient réintégrés à la fin de la période, cette réintégration peut ne jamais se produire dans la réalité. Ainsi, si la société bénéficiaire n'est pas rentable à la fin de la période, elle n'est d'ordinaire pas assujettie à l'impôt. De plus, même si elle est rentable, elle peut avoir subi précédemment des pertes qui ont pu être reportées pour contrebalancer des bénéfices actuels, ce qui, de nouveau, supprime ou réduit l'assujettissement à l'impôt dont elle aurait autrement fait l'objet. En outre, si du matériel nouveau était acheté vers la fin de la période d'amortissement, l'amortissement accéléré pourrait effectivement être reporté sur le début d'une nouvelle période d'amortissement accéléré caractérisée par une concentration des charges en phase initiale, moyennant quoi, une fois encore, la réintégration des dégrèvements fiscaux de la première période d'amortissement serait évitée.

97. Cette méthode a comme principal inconvénient de présumer que la non-rentabilité de la société bénéficiaire se prolongera indéfiniment ou, au minimum, que cette société sera exemptée d'obligation fiscale. La seconde méthode envisagée est celle que l'OCDE utilise aux fins de calculer le coût pour les pouvoirs publics de diverses catégories de mesures de soutien au secteur industriel. En ce qui concerne l'amortissement accéléré, l'OCDE calcule un montant forfaitaire en comparant l'impôt que la société paiera réellement à celui qu'elle aurait "normalement" payé sur toute la période d'amortissement. Ce montant est ensuite revu en fonction de sa valeur actuelle à compter du début de la période d'amortissement. Cela suppose que la société sera rentable, c'est-à-dire qu'elle sera imposable chaque année. Le principal inconvénient de cette formule est qu'il ne pourrait pas être effectué de calcul rigoureusement exact avant la fin de la période d'amortissement.

98. Aucun consensus ne s'est dégagé sur la question de l'amortissement accéléré.

#### 2. Exonérations fiscales, y compris temporaires, déductions, etc. (Recommandation 12, partie A)

99. Pour les exonérations fiscales, y compris temporaires, les déductions et toute autre mesure analogue, il est recommandé de calculer le montant du coût pour les pouvoirs publics comme étant le montant des recettes que ces derniers auraient autrement perçues.

#### 3. Moratoires fiscaux (Recommandation 12, partie B)

100. S'agissant des moratoires fiscaux, il est recommandé que, dans le calcul du coût pour les pouvoirs publics, le montant du report d'impôt soit traité comme un prêt sans intérêt pour la période considérée.

---

<sup>4</sup>Ce montant ne serait donc pas ajusté pour tenir compte de l'inflation et des intérêts.

G. Participation au capital social (Recommandation 13)

101. Le Groupe a estimé que des méthodes différentes seraient employées pour déterminer le coût pour les pouvoirs publics d'une subvention accordée sous forme de participation au capital social, selon que les valeurs de la société bénéficiaire seraient ou non négociables sur le marché. Il a été admis à cet égard que l'apport de capital à une société ne constitue pas obligatoirement une subvention. Il n'y a subvention que si le bénéficiaire retire un avantage de cet apport.

102. Quand les valeurs d'une société sont négociables sur le marché, le Groupe recommande que le coût supporté, le cas échéant, par les pouvoirs publics du fait de leur participation au capital social soit déterminé en comparant le prix effectivement payé par les pouvoirs publics à la société pour leur participation avec le prix du marché. Si les pouvoirs publics ont payé plus que le prix du marché, le montant de ce coût sera le montant du surpaiement, lequel sera traité comme un don aux fins du calcul du subventionnement *ad valorem*.

103. Dans le cas où les actions ne sont pas cotées sur le marché, la détermination de l'existence et de l'étendue d'une subvention est moins simple. Le Groupe a noté que si une subvention existait, dans une telle situation, son coût pour les pouvoirs publics devrait être calculé conformément aux principes généraux énoncés dans le présent rapport. Il n'y a pas eu consensus sur une méthodologie spécifique en la matière.

H. Garanties de prêts/crédits (Recommandation 14)

104. Le Groupe a noté qu'une garantie peut avoir pour bénéficiaire un emprunteur ou un prêteur. Dans le premier cas, le bénéficiaire est un emprunteur dont la dette fait l'objet d'une garantie contre un défaut de paiement de sa part. Dans le second, le bénéficiaire est un prêteur qui, par exemple, accorde un crédit à ses clients. La garantie prémunit alors le prêteur contre le défaut éventuel de paiement de ses clients.

105. Il a été envisagé de procéder en deux temps pour calculer le coût pour les pouvoirs publics des garanties de prêts/crédits lorsque ces garanties sont accordées par l'intermédiaire d'un programme et non par décision spéciale. Dans un premier stade, il faudrait déterminer la viabilité globale du programme de garantie du prêt sur une durée relativement longue (les cinq années précédant l'année où la garantie est reçue). Pour ce faire, normalement, il suffirait d'examiner les documents comptables du programme relatifs à la période considérée. S'il ressortait de l'examen que le total des commissions versées par les sociétés participant au programme pendant la période était inférieur au montant total payé par les pouvoirs publics pour pallier les défaillances au titre du programme, auquel auraient été ajoutés les coûts d'exploitation du programme, le programme serait réputé non viable, ce qui signifierait l'existence d'un coût pour les pouvoirs publics.

106. Dans un second stade, on évaluerait le montant du coût pour les pouvoirs publics attribuable à la société faisant l'objet d'une enquête au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6. Le coût pour les pouvoirs publics de l'ensemble du programme serait d'abord calculé comme étant la différence entre le montant total des commissions réellement versées par tous les participants au programme (y compris ceux qui ne feraient pas l'objet d'une enquête) et le montant total des commissions qui aurait été nécessaire pour que le programme soit viable pendant la période pertinente (cinq ans). La fraction appropriée de ce coût serait ensuite attribuée à la société faisant l'objet de l'enquête. Cette attribution serait fondée sur la part de cette société dans le montant total des prêts garantis par le programme pendant la même période. Ainsi une subvention serait attribuée à la société faisant l'objet d'une enquête, que cette société ait ou non fait valoir une défaillance au titre du programme. Cette subvention serait réputée avoir été octroyée à la date ou aux dates où les commissions auraient été payées par la société.

107. Dans le cas des garanties spéciales (c'est-à-dire celles qui ne sont manifestement liées à aucun programme de garanties), il est recommandé que le coût d'une garantie spéciale pour les pouvoirs publics, si un défaut de paiement est couvert par ces derniers, soit le montant correspondant au défaut de paiement couvert, déduction faite de toutes commissions versées pour la garantie. Le Groupe reconnaît que dans ces circonstances, le traitement des garanties spéciales aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6 serait identique à celui qui est recommandé pour l'annulation de dette.

108. Des membres du Groupe ont été d'avis qu'une garantie spéciale impose un coût aux pouvoirs publics qui la fournissent, même en l'absence de défaut de paiement. En particulier, le coût escompté de la fourniture d'une garantie pouvait être calculé. Par exemple, si le taux général de défaillance au titre de prêts ou de crédits garantis par les pouvoirs publics ou si la probabilité de défaillance au titre d'un prêt ou d'un crédit garanti donné était de 10 pour cent, on pourrait considérer que 10 pour cent du principal du prêt représentent le coût de la fourniture de la garantie pour les pouvoirs publics. Cette formule serait compatible avec la façon dont les pouvoirs publics de certains pays traitent les garanties de prêts dans leur comptabilité et dans leur budget.

I. Fourniture par les pouvoirs publics de produits et/ou de services (Recommandation 15)

109. En règle générale, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics de la fourniture d'un produit et/ou d'un service soit calculé comme étant le montant des charges/coûts supportés par les pouvoirs publics pour la fourniture du produit ou du service, y compris un bénéfice raisonnable, déduction faite du montant reçu pour le produit et/ou le service. Si le montant de ce coût ne pouvait être calculé ainsi, il pourrait être obtenu par d'autres méthodes en application de la règle de la rémunération adéquate prévue à l'alinéa d) de l'article 14. Il pourrait être considéré comme un don dans le calcul du subventionnement *ad valorem*.

110. Un certain nombre de points spécifiques ont été examinés concernant les modalités d'évaluation du coût pour les pouvoirs publics de la fourniture de produits et de services dans des contextes déterminés. Par exemple, dans certaines circonstances, comme la fourniture d'intrants à large utilisation comme l'électricité ou le gaz naturel, un écart entre les prix payés par des clients différents pourrait ne pas être anormal. Une compagnie d'électricité était susceptible de consentir aux gros clients un prix inférieur à celui qu'elle imposait aux petits clients en raison de la différence entre les coûts découlant de la fourniture. Il importerait donc d'examiner la liste de prix ou le tarif courant applicable aux différentes catégories de clients. Si un client donné se voyait offrir un prix excessivement bas par rapport au "prix normal", il pourrait y avoir un coût pour les pouvoirs publics. Le "prix normal" serait le prix attendu sur la base du tarif, ou sur la base du prix demandé à des clients comparables, qui couvrirait la totalité des coûts pour les pouvoirs publics de la fourniture du produit ou du service au client (y compris un bénéfice raisonnable).

J. Achat de produits par les pouvoirs publics (Recommandation 16)

111. En règle générale, il est recommandé que le coût pour les pouvoirs publics de l'achat de produits soit déterminé conformément aux principes directeurs énoncés à l'alinéa d) de l'article 14 de l'Accord, c'est-à-dire que les calculs soient fondés sur une "rémunération plus qu'adéquate". Dans la mesure où il serait constaté que les pouvoirs publics ont surpayé des produits par rapport à leur valeur marchande du moment, le montant du coût pour les pouvoirs publics serait le montant de ce surpaiement. Il pourrait être considéré comme un don dans le calcul du subventionnement *ad valorem*.

112. Il est reconnu que les principes directeurs figurant à l'article 14 de l'Accord s'inscrivent dans le contexte de l'"avantage conféré au bénéficiaire". Cependant, en cas d'achats de produits par les pouvoirs publics, le coût supporté par ces derniers et l'avantage conféré au bénéficiaire sont en réalité similaires, ce qui permet d'appliquer directement ces principes directeurs.



K. Prise en charge d'obligations légales (Recommandation 17)

113. En règle générale, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics de la prise en charge d'obligations légales, dans la mesure où elle comporte un élément de subventionnement, soit calculé comme étant le montant des obligations assumées. Diverses formes d'obligations légales ont été désignées comme pouvant appartenir à cette catégorie, notamment la prise en charge par les pouvoirs publics des indemnités de licenciement ou d'autres charges de main-d'oeuvre imposées par la loi, éventuellement, de certains coûts liés à la protection de l'environnement, et d'obligations similaires. Ce montant devrait normalement être considéré comme un don.

L. Assurance du crédit à l'exportation/promotion des exportations/autres questions liées aux exportations (Recommandation 18)

114. Comme on l'a dit plus haut à la section I.B, étant donné que les subventions à l'exportation sont prohibées, une méthodologie fondée sur le coût pour les pouvoirs publics risque d'être d'usage limité. Néanmoins, dans la mesure où de telles subventions joueraient un rôle dans un cas donné au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6, leur coût pour les pouvoirs publics dépendrait de leur nature. Autrement dit, les subventions liées aux exportations qui revêtent la forme de garanties de crédits seraient traitées selon la méthode applicable à la garantie de prêts/crédits, les subventions accordées sous forme de dons seraient traitées comme les autres dons, les subventions ayant la forme de prêts seraient traitées comme les autres prêts, etc.

M. Subventions en amont

115. Le Groupe a débattu des subventions en amont, mais n'est arrivé à aucun consensus sur ce sujet. Il a été reconnu que toute méthode de calcul concernant ce genre de subventionnement devrait comporter une base pour la détermination du montant de la subvention conférant un avantage au produit en aval, et devrait aussi permettre d'éviter toute double comptabilisation de la subvention qui pourrait exister.

N. Programmes de taux de change multiples (Recommandation 19)

116. Il est recommandé que le calcul du coût pour les pouvoirs publics de l'application d'un système de taux de change multiples à une transaction donnée soit fondé sur la comparaison entre le taux de change réellement appliqué et un taux de référence approprié, comme le taux de change du marché ou un autre taux de change (par exemple le taux des parités de pouvoir d'achat) publié par une organisation internationale. Le montant du coût pour les pouvoirs publics serait la différence entre la valeur absolue de la transaction au taux de change réellement appliqué et la valeur qui aurait été obtenue par application du taux de référence. Ce montant devrait être considéré comme un don.

O. Subventionnement de la recherche-développement (Recommandation 20)

117. Il est reconnu que le coût pour les pouvoirs publics du subventionnement de la recherche-développement dépendra des types de subventions accordées. Ainsi, le coût des subventions revêtant la forme de dons devrait être déterminé de la même façon que celui de tous les autres dons, etc.

118. Il est en outre noté que, compte tenu de l'orientation vers l'avenir des activités de recherche-développement, il pourrait être difficile d'attribuer les subventions pertinentes à des produits avant leur production (c'est-à-dire que ces subventions ne seraient en général pas "liées"). Il peut être indiqué dans ces conditions d'imputer ces subventions sur les ventes totales de l'entreprise bénéficiaire.

P. Formation professionnelle (Recommandation 21)

119. Il est reconnu que le coût pour les pouvoirs publics de la formation professionnelle dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6 soulève un certain nombre de questions. Premièrement, il est considéré comme un principe général que, dans le cas le plus simple, une formation professionnelle subventionnée ou assurée par les pouvoirs publics peut être assimilée à une subvention salariale. Autrement dit, si la prise en charge par les pouvoirs publics de la formation professionnelle soulage une société d'un coût que, autrement, elle aurait dû payer, il peut exister une subvention relevant du paragraphe 1 a) de l'article 6.

120. En outre, la question de savoir si une société a l'obligation légale de former son personnel est pertinente. Autrement dit, quand une société a une obligation légale comme celle d'assurer une nouvelle formation aux travailleurs licenciés et que les pouvoirs publics aident la société à financer cette formation, il existerait une subvention dans la mesure où les pouvoirs publics auraient supporté un coût pour fournir cette aide. Il est recommandé que cette forme de subvention soit considérée comme un don.

## RECOMMANDATION 1

### Tableau exemplatif de la comptabilisation au titre des charges par opposition à l'échelonnement des avantages conférés par une subvention dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'article 6 et de l'Annexe IV

1. Le tableau ci-joint découle des principes directeurs recommandés par le Groupe d'experts informel pour déterminer les cas où certains types de subventions devraient être comptabilisés au titre des charges ou échelonnés, dans le calcul visant à établir si le seuil de 5 pour cent prévu au paragraphe 1 a) de l'article 6 est ou non dépassé. La première page du tableau met en évidence diverses catégories de subventions qui pourraient être soit comptabilisées au titre des charges soit échelonnées selon les circonstances. Les facteurs à prendre en compte aux fins de ce classement sont précisés pour chaque type de subvention. La seconde page indique les types de subvention qui, en règle générale, seraient échelonnés et ceux qui, en règle générale, seraient comptabilisés au titre des charges.
2. Le traitement recommandé et les explications fournies pour les différentes catégories de subventions sont fondés sur les principes généraux suivants: l'échelonnement est normalement préconisé plutôt que la comptabilisation au titre des charges si la subvention a pour objet l'acquisition d'actifs fixes, si elle est non récurrente et/ou importante, si elle est destinée à une production future, si elle consiste en une participation au capital social ou si elle est reportée sur l'exercice postérieur dans les registres comptables du bénéficiaire. En outre, deux présomptions sont réputées pertinentes: premièrement, la présomption d'échelonnement des subventions destinées à la recherche-développement; deuxièmement, la présomption d'échelonnement des subventions non récurrentes sauf, dans les deux cas, lorsqu'il est démontré qu'une telle imputation serait inopportune.
3. L'inclusion d'un type donné de mesure dans le tableau n'implique pas que cette mesure serait à prendre en compte dans tous les cas au regard du paragraphe 1 a) de l'article 6. Seules relèveraient de cette disposition les mesures qui sont des subventions au sens de l'article premier de l'Accord et qui sont spécifiques au sens de son article 2.

COMPTABILISATION AU TITRE DES CHARGES		ECHELONNEMENT
<b>DO</b>	<b>NS</b>	
objet: autre que l'acquisition d'actifs fixes ponctuels et/ou de faible montant		objet: acquisition d'actifs fixes non récurrents et/ou importants
<b>AVANTAGES FISCAUX/DEGREVEMENTS FISCAUX</b>	<b>INDIRECTS/EXONERATION DE DROITS A L'IMPORTATION</b>	
au titre des charges d'exploitation avantages se rapportant à des impôts directs	pour l'acquisition d'actifs fixes/se rapportant à des actifs fixes (comme les droits à l'importation/les exonérations d'impôt indirect sur les machines)	
<b>FOURNITURE DE BIENS</b>	<b>ET DE SERVICES</b>	
fourniture de services/d'intrants consommables	fourniture d'actifs fixes et d'infrastructure non générale	
<b>RECHERCHE-</b>	<b>DEVELOPPEMENT</b>	
comptabilisation au titre des charges seulement si l'échelonnement n'est pas pertinent	présomption d'échelonnement	
<b>COUVERTURE DES PERTES/FRAIS</b>	<b>D'EXPLOITATION (RECOUPE 6.1 b) ET c))</b>	
subventions récurrentes et/ou de faible montant	subventions non récurrentes et/ou importantes subventions au bénéfice de produits non encore fabriqués	
<b>BONIFICATIONS</b>	<b>D'INTERETS</b>	
versements au titre des bonifications d'intérêts à mesure que le paiement des intérêts des prêts devient exigible	somme forfaitaire destinée à contrebalancer le coût des intérêts passés, actuels ou futurs, exigibles ou versés	

COMPTABILISATION AU TITRE DES CHARGES	ECHELONNEMENT
	PARTICIPATION AU CAPITAL SOCIAL
	AVANTAGES CONFERES PAR DES PRETS A LONG TERME (les avantages existent pendant toute la durée du prêt)
	ANNULATION/PRESOMPTION DE DETTE A LONG TERME (RECOUPE 6.1 d)) (y compris le principal et les intérêts)
AVANTAGES CONFERES PAR DES PRETS A COURT TERME	
REMISES A L'EXPORTATION	
ASSURANCE A L'EXPORTATION	
AIDE A LA PROMOTION DES EXPORTATIONS	
INDEMNITES DE LICENCIEMENT/RETRAITE ANTICIPEE/ AIDE AUX TRAVAILLEURS	
FORMATION PROFESSIONNELLE	
SUBVENTIONS SALARIALES	
VERSEMENTS AU TITRE DU SOUTIEN DES PRIX	
SUBVENTIONS INFERIEURES AU SEUIL MINIMUM (< 0,5 pour cent des ventes pour toute subvention)	

## RECOMMANDATION 2

### Détermination de la période d'imputation pour les subventions échelonnées

1. En règle générale, la durée utile moyenne des actifs devrait être prise comme base pour la période d'imputation des subventions faisant l'objet d'un échelonnement.

2. L'ordre dans lequel les sources de renseignements permettant de déterminer la durée utile moyenne des actifs devraient être utilisées est le suivant:

renseignements sur l'entreprise ou les entreprises recevant la subvention,

ou, si ces renseignements sont inexistants/indisponibles/irréalistes,

renseignements sur d'autres entreprises fabriquant le produit dans le pays en question,

ou, si ces renseignements sont inexistants/indisponibles/irréalistes,

renseignements sur les entreprises du même secteur commercial<sup>1</sup> dans le pays en question,

ou, si ces renseignements sont inexistants/indisponibles/irréalistes,

renseignements sur d'autres entreprises fabriquant le produit à l'extérieur du pays en question.

3. Si la première des sources susmentionnées pouvait être utilisée<sup>2</sup>, la valeur comptable moyenne totale<sup>3</sup> des actifs d'exploitation (à l'exclusion des terrains et installations en cours de construction) de l'entreprise pendant la période pluriannuelle pertinente la plus récente pourrait être divisée par le montant annuel moyen des charges d'amortissement pendant cette période, le résultat étant la durée utile moyenne des actifs en années (exemple: pour une valeur moyenne des actifs de 1 000 dollars/un amortissement annuel moyen de 100 dollars, on obtient une durée de vie des actifs de dix ans). La période choisie comme période pertinente devrait être une période d'opérations ordinaires. Le cas échéant, un calcul semblable pourrait être effectué à partir de l'une quelconque des autres sources.

4. En cas de réévaluation des actifs (réduction ou augmentation) ou d'hyperinflation, des mesures d'uniformisation pourraient être nécessaires.

5. Les utilisateurs de cette formule devraient se fonder sur les données comptables plutôt que sur les périodes d'amortissement d'ordre fiscal, dans la mesure où les données comptables sont les plus propres à indiquer la durée utile réelle des actifs.

---

<sup>1</sup>Définies comme étant les entreprises de la plus grande catégorie qui vient ensuite dans la Classification internationale type par profession (CIP) ou une nomenclature analogue.

<sup>2</sup>Si l'entreprise pratique une méthode autre que l'amortissement linéaire, si l'amortissement de l'entreprise n'est pas fondé sur une estimation de la durée utile réelle de ses actifs ou si l'acquisition d'actifs par l'entreprise est très irrégulière, la première source peut ne pas être indiquée, auquel cas le recours à l'une des autres sources devrait être envisagé.

<sup>3</sup>C'est-à-dire nette d'amortissement cumulé; fondée sur les valeurs du début de la période.

6. La durée utile moyenne de tous les actifs d'exploitation (telle qu'elle aurait été déterminée en utilisant les sources de renseignements dans l'ordre indiqué) devrait normalement être prise comme la période d'imputation des subventions échelonnables de toutes catégories autres que les prêts à long terme et, éventuellement, les participations au capital social.

7. Si la subvention en cause est l'avantage conféré par un prêt à long terme, la période d'imputation devrait correspondre à la durée du prêt.

8. Si la subvention en cause est une participation au capital social et qu'elle est calculée comme étant le surpaiement de titres par les pouvoirs publics, par rapport aux valeurs du marché, ce surpaiement devra être traité comme un don et imputé sur la durée utile moyenne des actifs établie par application de la méthode précitée. Si un autre moyen est utilisé pour déterminer le coût pour les pouvoirs publics d'une subvention découlant d'une participation au capital social, l'adoption d'une approche différente pour identifier la période d'imputation peut être plus judicieuse. Il serait par exemple possible de se fonder sur la période pendant laquelle un investisseur pourrait "raisonnablement" espérer retirer un bénéfice des capitaux engagés ou de présumer qu'un coût pourrait devoir être supporté, sur une base annuelle, par les pouvoirs publics pendant toute la période où ils participeraient au capital social.

9. Il est reconnu que la formule recommandée ici pour déterminer la durée utile des actifs constitue une technique d'estimation. Cette formule est recommandée en raison de sa commodité et de sa facilité d'application à un grand nombre de situations prévisibles et, en particulier, parce qu'elle n'oblige pas à calculer séparément les vies utiles des différents actifs. Comme le présent document le montre, il peut cependant y avoir des situations où une autre formule ou une adaptation de la formule de base exposée ici est nécessaire.

### RECOMMANDATION 3

#### Ajustements au titre de l'inflation et des intérêts

1. Il est recommandé que, dans le cas où les subventions sont échelonnées, leur montant soit ajusté pour tenir pleinement compte de l'inflation et comprenne une fraction du taux d'intérêt "réel". Plus précisément, le coefficient d'ajustement à appliquer normalement devrait être le taux plein d'inflation augmenté de la moitié de la différence entre le taux d'inflation et le taux pertinent des emprunts publics (ce taux peut être calculé comme étant la moyenne arithmétique des taux d'inflation et d'emprunt). Lorsque le taux d'inflation est supérieur au taux des emprunts d'Etat, cependant, le coefficient d'ajustement devrait être le taux d'inflation plein, non corrigé des intérêts.
2. Le coefficient d'ajustement devrait être calculé sur la base des taux d'intérêt et d'inflation en vigueur à la date à laquelle la subvention est reçue. En règle générale, ce coefficient devrait être maintenu constant pendant toute la durée de la période d'imputation et appliqué sur une base composée à chacun des versements annuels échelonnés, non compris le montant imputé sur l'année où la subvention est reçue. Toutefois, si, au cours de la période d'imputation, les taux d'inflation et d'intérêt varient sensiblement, il peut être nécessaire de recalculer ce coefficient sur une base annuelle.
3. Le taux pertinent des emprunts d'Etat devrait être le taux de l'instrument de la dette publique dont l'échéance est la plus proche de la durée de la période d'imputation de la subvention.
4. Cette méthode devrait être appliquée à toutes les catégories de subventions échelonnées autres que les prêts.



#### RECOMMANDATION 4

##### Sources de renseignements pour les emprunts publics

Lorsqu'on a besoin des taux des emprunts d'Etat pour procéder au calcul prévu au paragraphe 1 a) de l'article 6 et à l'Annexe IV, il est recommandé de se fonder sur le taux de rendement actuariel des titres publics (titres nouvellement émis ou titres déjà émis). La désignation de titres ayant la date d'échéance voulue permettra de faire coïncider les périodes d'imputation des subventions et la durée des titres à échéance comparable, comme le prévoient certaines des méthodes recommandées.

## RECOMMANDATION 5

### Pays à économie inflationniste au sens du paragraphe 5 de l'Annexe IV

#### Détermination du caractère inflationniste de l'économie d'un pays

1. La détermination du caractère inflationniste de l'économie d'un pays au sens du paragraphe 5 de l'Annexe IV (et par conséquent de l'applicabilité des dispositions de ce paragraphe) se prête difficilement à l'utilisation d'une norme numérique. Elle devrait donc être effectuée cas par cas et fondée sur un examen en deux temps.
2. Il faudrait d'abord comparer le taux d'inflation dans le pays avec le taux moyen d'inflation dans les autres pays. Si le pays impliqué dans le différend est un pays en développement, son taux d'inflation devrait être comparé avec le taux moyen d'inflation des pays de l'OCDE. S'il s'agit d'un pays membre de l'OCDE, son taux d'inflation ne devrait pas être compris dans ce taux moyen.
3. Si le taux d'inflation du pays concerné était sensiblement plus élevé que le taux moyen auquel il est comparé, cela signifierait que l'économie du pays pourrait être jugée inflationniste, en fonction des résultats de la seconde partie de l'examen mais, si le taux d'inflation de ce pays n'était pas sensiblement plus élevé que le taux de référence, son économie ne serait pas inflationniste et il n'y aurait pas lieu de pousser l'examen plus loin.
4. Il conviendrait ensuite d'étudier la manière dont l'inflation est prise en compte normalement dans les transactions commerciales et la comptabilité publique. En particulier, si, dans un pays où le taux d'inflation est supérieur à la moyenne, il est recouru d'ordinaire au moins à une indexation mensuelle sur le taux d'inflation, à tous les niveaux d'activités économiques, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, ce pays devrait être considéré comme un pays à économie inflationniste au sens du paragraphe 5 de l'Annexe IV.

#### Ajustement du numérateur (montant de la subvention) pour tenir compte de l'inflation dans les pays à économie inflationniste

5. Il est noté que la recommandation générale du Groupe selon laquelle les montants des subventions échelonnées devraient être ajustés pour tenir compte de l'inflation (et des intérêts) s'appliquerait aux pays à économie inflationniste. Il est noté en outre que, pour ces pays, il peut être nécessaire de réviser chaque année le coefficient d'ajustement comme le prévoit la même recommandation générale.
6. Il est recommandé que, pour déterminer l'indice ou les indices d'inflation à appliquer au numérateur et au dénominateur, il soit procédé cas par cas de façon à choisir l'indice ou les indices les mieux adaptés aux circonstances. Par exemple, si les subventions étaient liées à l'acquisition d'un actif fixe, la meilleure solution pourrait être l'application au numérateur d'un indice des biens d'équipement. Si les biens produits au moyen de cet actif fixe étaient des biens de consommation, la meilleure solution pourrait être d'appliquer au dénominateur un indice des biens de consommation.
7. Une autre formule permettant d'ajuster le numérateur et le dénominateur pour tenir compte de l'inflation dans les pays à économie inflationniste dispensateur de la subvention consisterait à convertir les montants des subventions et des dénominateurs des ventes dans une monnaie stable utilisée couramment pour les transactions commerciales internationales ou dans une corbeille de monnaies (indice des parités de pouvoir d'achat ou moyenne pour les pays de l'OCDE, par exemple).

8. En cas de conversion, le coefficient d'ajustement au titre de l'inflation et des intérêts recommandé à l'annexe 3 devrait être fondé sur les taux d'inflation et d'intérêt pour la monnaie ou la corbeille de monnaies utilisée. Si la formule de la corbeille de monnaies était retenue, il conviendrait d'établir la moyenne pondérée des taux de change pris en compte à l'aide d'un coefficient approprié.

## RECOMMANDATION 6

### Recommandations concernant le dénominateur des ventes

#### A. Utilisation des données relatives à l'exercice comptable

1. Il est reconnu que les paragraphes 2 et 3 de l'Annexe IV indiquent que, normalement, il y aura un décalage entre le dénominateur des ventes et le numérateur (c'est-à-dire la subvention) dans le calcul du subventionnement *ad valorem*. Autrement dit, comme le prévoient ces paragraphes, les données pertinentes sur les ventes sont les données concernant "la période de 12 mois la plus récente pour laquelle des données sur les ventes sont disponibles et qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée".

2. Sur ce point général, il est recommandé que les données concernant la période de 12 mois la plus récente soient les données relatives à l'exercice comptable complet le plus récent de l'entreprise bénéficiaire. Compte tenu de l'éventualité d'ajustements de fin d'exercice au titre de ristournes, rabais, restitutions, etc., l'utilisation de données sur les ventes concernant une période autre qu'un exercice comptable normal pourrait entraîner des inexactitudes.

3. Il est noté que les paragraphes 2 et 3 de l'Annexe IV, aux termes desquels les données sur les ventes doivent se rapporter à la période de 12 mois précédant l'octroi d'une subvention, introduisent un décalage entre la subvention et les données sur les ventes auxquelles elle est comparée dans le calcul du subventionnement *ad valorem* d'un produit.

#### B. Cas particulier: subventions d'ordre fiscal

4. Comme le prévoit la note 64 de l'Annexe IV, le dénominateur des ventes pour les subventions d'ordre fiscal est un peu un cas particulier. La note précise que les ventes à utiliser sont celles de l'exercice budgétaire pendant lequel l'entreprise aura bénéficié de la subvention.

5. Compte tenu des termes employés, il est recommandé que, dans le calcul du subventionnement *ad valorem* d'origine fiscale, on prenne comme numérateur le montant de la subvention d'ordre fiscal dont l'entreprise a bénéficié pendant l'exercice budgétaire précédant l'exercice budgétaire durant lequel la déclaration fiscale pertinente a été déposée, et que l'on prenne comme dénominateur les ventes de l'entreprise pendant ce même exercice budgétaire, c'est-à-dire pendant l'exercice budgétaire durant lequel la déclaration a été déposée.

#### C. Utilisation des données concernant les ventes nettes plutôt que les ventes brutes

6. Il est recommandé que les données concernant les ventes nettes (c'est-à-dire nettes de ristournes, de restitutions, d'indemnités, etc.) de l'entreprise bénéficiaire soient utilisées pour déterminer la valeur des ventes de cette entreprise aux fins du calcul du subventionnement *ad valorem*.

#### D. Variabilité du dénominateur des ventes pendant la période d'imputation

7. Il est considéré que, pendant la durée de la période d'imputation d'une subvention, la nature et le champ des activités d'une société peuvent changer. Cela étant, si le dénominateur des ventes restait fixe pendant la période d'imputation ou n'était qu'irrégulièrement révisé, le numérateur et le dénominateur pourraient ne pas être comparables. C'est pourquoi il est recommandé que le dénominateur

des ventes soit actualisé pour chaque année d'une période d'imputation (de façon à tenir compte de la valeur pertinente des ventes pendant l'exercice comptable précédent).

8. A ce propos, il est en outre recommandé que l'imputation d'une subvention sur une année donnée d'une période d'imputation soit réputée constituer l'octroi de cette subvention au sens du paragraphe 2 de l'Annexe IV. Autrement dit, le dénominateur serait le volume des ventes du bénéficiaire pendant l'exercice comptable le plus récent précédant la période durant laquelle la part correspondante de la subvention a été imputée.

E. Application d'un dénominateur des ventes propre à chaque entreprise

9. Il est recommandé que le subventionnement *ad valorem* d'un produit soit calculé par entreprise plutôt que pour l'ensemble de la branche de production. Cette recommandation est fondée sur le libellé de l'Annexe IV, en particulier sur celui de ses paragraphes 2 à 5, qui se réfèrent exclusivement à l'entreprise bénéficiaire prise isolément. Il est reconnu que les entreprises subventionnées à moins de 5 pour cent ne seraient pas présumées être à l'origine d'un préjudice grave.

F. Détermination concernant le point de savoir si la subvention est liée à un produit

10. Pour déterminer si une subvention est liée à un produit particulier au sens du paragraphe 3 de l'Annexe IV et, partant, si le dénominateur des ventes devrait être le volume des ventes de ce seul produit par le bénéficiaire, au lieu du volume de ses ventes totales, il est recommandé qu'une subvention soit considérée comme liée à un produit si celui qui confère la subvention connaît l'utilisation à laquelle elle est destinée et l'atteste avant de l'accorder ou au moment de l'accorder.

11. Il est noté cependant que dans tel ou tel cas particulier, une autre approche pourrait être plus indiquée.

G. Dénominateurs des ventes pour des subventions liées et non liées, et totalisation du subventionnement *ad valorem* provenant de subventions de différents types

12. Il est recommandé, lorsqu'une entreprise bénéficie à la fois de subventions liées et de subventions non liées, de calculer le subventionnement *ad valorem* séparément pour chacun de ces deux types de subventions en utilisant le dénominateur des ventes approprié et d'additionner les pourcentages résultants pour déterminer le subventionnement *ad valorem* total du produit. Plus précisément, il est recommandé de calculer les pourcentages de subventionnement *ad valorem* découlant de subventions liées et de subventions non liées en prenant comme dénominateur des ventes le volume des ventes du produit pertinent par l'entreprise bénéficiaire et le volume des ventes totales de cette entreprise, respectivement, comme l'Annexe IV l'exige. Les pourcentages *ad valorem* résultants seraient alors additionnés pour déterminer le subventionnement *ad valorem* total du produit provenant de ces subventions.

RECOMMANDATION 7

Traitement des subventions accordées à des entreprises en situation de démarrage  
dans les calculs au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6 effectués  
après la fin de la période de démarrage

Dans le cas où une demande fondée sur le paragraphe 1 a) de l'article 6 est introduite après la fin d'une période de démarrage pendant laquelle des subventions ont été reçues, il est recommandé d'examiner ces subventions pour déterminer si, pour une part quelconque, elles sont imputables sur la période considérée. Dans l'affirmative, les montants imputés devraient entrer dans le calcul du subventionnement *ad valorem* visant à déterminer si le seuil de 5 pour cent a été atteint.

## RECOMMANDATION 8

### Coût des dons pour les pouvoirs publics

#### A. Dons non remboursables

1. Pour les dons non remboursables qui ne sont pas accordés par versements échelonnés, il est recommandé que le coût pour les pouvoirs publics soit réputé être la valeur nominale du don, ajustée (si le don est échelonné) pour tenir compte de l'inflation et des intérêts conformément à la recommandation générale.

2. En ce qui concerne les dons en versements échelonnés, il est recommandé que chaque versement soit traité comme un don distinct. Il est noté que cette recommandation est compatible avec la recommandation visant à modifier le dénominateur chaque année pendant une période d'imputation.

#### B. Dons remboursables

3. Il est noté que les dons assortis d'une obligation de remboursement lorsque certaines conditions sont remplies (par exemple lorsque les opérations du bénéficiaire deviennent rentables) sont semblables aux prêts à remboursement sous conditions.

4. Cela étant, il est recommandé que ces dons soient traités comme une succession de prêts à court terme ne portant pas intérêt. Le coût de ces dons pour les pouvoirs publics pendant la période précédant leur remboursement devrait en conséquence être calculé en appliquant la méthode recommandée pour les prêts ordinaires (Recommandation 8).

5. Il peut être constaté qu'un don remboursable déterminé ne sera jamais remboursé (par exemple si les opérations du bénéficiaire sont chroniquement déficitaires). En pareil cas, il est recommandé que le don remboursable soit traité comme un don non remboursable. Le montant de son coût pour les pouvoirs publics serait sa valeur nominale initiale déduction faite de tout remboursement qui aurait pu être effectué jusqu'alors.

6. Il est recommandé que la période d'imputation pour tout montant dû dans ces conditions commence à la date à laquelle il est décidé que ce montant est effectivement devenu un don non remboursable.

## RECOMMANDATION 9

### Coût des prêts pour les pouvoirs publics

#### A. Prêts ordinaires

1. Il est recommandé que, dans le calcul du coût pour les pouvoirs publics d'un prêt ordinaire, il soit tenu compte de la mesure dans laquelle le taux d'intérêt effectivement appliqué au prêt est inférieur au taux des obligations d'Etat en vigueur pour l'année où le prêt est consenti. Pour des prêts de l'Etat à court terme (c'est-à-dire pour des prêts sur moins de un an), le taux des obligations qui serait approprié serait le taux applicable aux obligations d'Etat à court terme ayant une échéance comparable. Pour les prêts de l'Etat à long terme, le taux des obligations approprié serait le taux applicable aux obligations d'Etat à long terme ayant une échéance comparable. A titre d'exemple et pour plus de clarté, si le taux des obligations d'Etat approprié était de 5 pour cent et si le taux d'intérêt du prêt était de 4 pour cent, le coût du prêt pour les pouvoirs publics serait de 1 point de pourcentage d'intérêt. Tout délai de grâce accompagnant le prêt de l'Etat pendant lequel les intérêts ne courraient pas serait aussi considéré comme un coût pour les pouvoirs publics, qui serait calculé à partir du taux des obligations d'Etat approprié. Pour établir une méthodologie de calcul relativement simple et prévisible, il est en outre recommandé que les avantages conférés soient calculés sur une base annuelle pendant la durée du prêt (c'est-à-dire comme une succession de dons renouvelables). Il est noté de plus que le report du principal et/ou de l'intérêt peut ajouter au coût pour les pouvoirs publics.

#### B. Prêts à remboursement sous conditions

2. Il est considéré que les prêts à remboursement sous conditions sont analogues à des dons remboursables, du fait qu'ils ne sont remboursables que si certaines conditions sont remplies ultérieurement, si, par exemple, le bénéficiaire parvient à un seuil de rentabilité déterminé. Etant donné qu'il est impossible de prévoir l'avenir, il est recommandé que les prêts à remboursement sous conditions soient, de même que les dons remboursables, traités comme s'il s'agissait d'une succession de prêts à court terme ne portant pas intérêt lorsqu'il s'agira de déterminer le coût d'un prêt pour les pouvoirs publics.

3. Si ces prêts étaient ultérieurement remboursés, le montant de la subvention correspondrait, comme pour les prêts ordinaires, à la différence (si elle existe) entre le montant des remboursements effectués et les charges d'intérêt pour les pouvoirs publics qui seraient calculées d'après le taux des obligations d'Etat approprié.

4. Si l'on parvient à la conclusion qu'un certain prêt à remboursement sous conditions ne sera pas remboursé, il est recommandé qu'un tel prêt soit traité comme un don. Le montant de la subvention (c'est-à-dire le coût pour les pouvoirs publics) serait la valeur nominale du prêt à laquelle viendraient s'ajouter les intérêts échus calculés d'après le taux des obligations d'Etat à long terme.

5. Il est recommandé que la période d'imputation pour tout montant dû au titre d'un prêt à remboursement sous conditions commence à la date à laquelle il est décidé que ce montant est effectivement devenu un don non remboursable.



## RECOMMANDATION 10

### Bonifications d'intérêts

1. Dans le cas où, à compter de l'encaissement d'un prêt ou d'une date ultérieure, les pouvoirs publics subventionnent les charges d'intérêt en continu à mesure que les versements sont dus, il est recommandé que la subvention soit calculée comme étant le montant des intérêts couverts par les pouvoirs publics et que ces intérêts soient traités comme une succession de dons renouvelables accordés aux dates d'échéance du remboursement des intérêts.
2. Dans le cas où les pouvoirs publics font, à un moment donné, un versement unique qui contrebalance le coût des intérêts pour le bénéficiaire (qu'il s'agisse d'intérêts passés, versés ou non versés, ou d'intérêts dus ultérieurement), il est recommandé qu'une fois versé le montant de la subvention soit traité comme un don non renouvelable.

## RECOMMANDATION 11

### Annulation de dette et couverture des pertes

1. Il est noté que l'annulation de dette et la couverture des pertes peuvent être à l'origine de présomptions relatives distinctes de préjudice grave au regard du paragraphe 1 b), c) et d) de l'article 6. Il est néanmoins reconnu que les subventions de ce type pourraient faire l'objet de recours en vertu du paragraphe 1 a) de l'article 6.
2. Si une subvention revêtant la forme d'une annulation de dette est en cause dans une action intentée au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics aux fins de cette action soit calculé comme étant le montant des dépenses de ces derniers (le principal dû plus les intérêts échus). Il est en outre recommandé que ce montant soit traité comme un don encaissé à la date d'annulation de la dette.
3. Si une subvention destinée à couvrir des pertes est en cause dans une action intentée au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics aux fins de cette action soit calculé comme étant le montant de la couverture des pertes assurée. Il est en outre recommandé que ce montant soit considéré comme un don, à moins que la couverture des pertes ne prenne une autre forme.
4. Ces recommandations ne préjugent d'aucune action distincte qui pourrait avoir été intentée au titre des autres alinéas du paragraphe 1 de l'article 6.

## RECOMMANDATION 12

### Allégements fiscaux

#### A. Exonérations fiscales, y compris temporaires, déductions, etc.

1. Il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics des exonérations fiscales, y compris temporaires, des déductions et de toute autre mesure analogue soit calculé comme étant le montant des recettes que les pouvoirs publics auraient autrement perçues.

#### B. Moratoires fiscaux

2. Il est recommandé que, dans le calcul du coût pour les pouvoirs publics, le montant du report d'impôt soit traité comme un prêt sans intérêt pour la période considérée.

### RECOMMANDATION 13

#### Participations au capital social

1. Il est recommandé que, dans le cas où les valeurs de la société bénéficiaire sont négociables sur le marché, le coût supporté, le cas échéant, par les pouvoirs publics du fait de leur participation au capital social soit déterminé en comparant le prix effectivement payé par les pouvoirs publics pour leur participation avec le prix du marché. Si les pouvoirs publics ont payé plus que le prix du marché, le montant du coût pour les pouvoirs publics sera le montant du surpaiement.
2. Il est en outre recommandé que ce montant soit traité comme un don.
3. Dans le cas où les actions ne sont pas cotées sur le marché, la méthode recommandée devra être modifiée.

## RECOMMANDATION 14

### Garanties de prêts/crédits

1. Il est constaté que des garanties peuvent être accordées tant aux emprunteurs (garanties de prêts) qu'aux prêteurs (garanties de crédits).
2. Il est recommandé de procéder en deux temps pour déterminer le coût pour les pouvoirs publics des garanties de prêts/crédits lorsque ces garanties sont accordées par l'intermédiaire d'un programme. Dans un premier temps, la viabilité à long terme de l'ensemble du programme de garantie serait évaluée. Dans un second temps, la fraction appropriée du coût supporté par les pouvoirs publics au titre du programme serait attribuée à la société faisant l'objet d'une enquête en vertu du paragraphe 1 a) de l'article 6.
3. Pour évaluer la viabilité à long terme du programme de garantie, il est recommandé d'examiner les documents comptables du programme pour les cinq dernières années. S'il était constaté que le total des commissions versées par les sociétés participant au programme pendant la période était inférieur au montant total payé par les pouvoirs publics pour pallier les défaillances, auquel auraient été ajoutés les coûts d'exploitation du programme, le programme ne serait pas viable.
4. Pour attribuer la fraction appropriée du coût supporté par les pouvoirs publics au titre du programme à l'entreprise concernée, il est recommandé de commencer par évaluer le coût pour les pouvoirs publics de l'ensemble du programme. Ce coût serait calculé comme étant la différence entre le montant total des commissions réellement versées par tous les participants (y compris ceux qui ne feraient pas l'objet d'une enquête) et le montant total des commissions qui aurait été nécessaire pour que le programme soit viable pendant la période pertinente (cinq ans).
5. La fraction appropriée de ce coût serait ensuite attribuée à l'entreprise faisant l'objet de l'enquête. Son montant serait calculé en appliquant au coût total la part en pourcentage de cette entreprise dans le montant total des prêts garantis par le programme pendant la même période. Cette subvention serait réputée avoir été octroyée à la date ou aux dates où les commissions auraient été payées par l'entreprise.
6. Dans le cas des garanties spéciales (c'est-à-dire celles qui ne sont manifestement liées à aucun programme de garanties), il est recommandé que le coût d'une garantie spéciale pour les pouvoirs publics, si un défaut de paiement est couvert par ces derniers, soit le montant correspondant au défaut de paiement couvert, déduction faite de toutes commissions versées pour la garantie.

## RECOMMANDATION 15

### Fourniture par les pouvoirs publics de produits et/ou de services

1. En règle générale, il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics de la fourniture d'un produit et/ou d'un service soit calculé comme étant le montant des charges/coûts supporté par ces derniers pour la fourniture du produit ou du service, y compris un bénéfice raisonnable sur les actifs utilisés, déduction faite du montant reçu pour le produit et/ou le service. Si le montant de ce coût ne pouvait être calculé ainsi, il pourrait être obtenu par d'autres méthodes en application de la règle de la rémunération adéquate prévue à l'alinéa d) de l'article 14.
2. En outre, en ce qui concerne la fourniture d'intrants à large utilisation (comme l'électricité, l'eau ou le gaz naturel), il est recommandé que les pouvoirs publics soient réputés avoir supporté un coût pour la fourniture d'un produit ou d'un service uniquement si le prix réellement demandé à un client est inférieur au prix "normal" appliqué à ce type ou cette catégorie de clients. Le prix "normal" serait le prix qui couvrirait le coût (y compris un bénéfice raisonnable sur les actifs utilisés) de la fourniture du produit ou du service au client.
3. Il est reconnu qu'un écart entre les prix payés par des clients différents pourrait ne pas être anormal (par exemple dans le cas d'une compagnie d'électricité). C'est seulement si, sur la base de la liste de prix ou du tarif courant, le prix imposé à un client donné était excessivement bas par rapport au prix attendu (ou par rapport au prix demandé à d'autres clients comparables) que les pouvoirs publics pourraient devoir supporter un coût.
4. Dans le cas où l'existence d'un coût pour les pouvoirs publics serait constatée, le calcul de ce coût devrait être fondé sur la différence entre le prix "normal" du produit ou du service et le prix effectivement perçu.

## RECOMMANDATION 16

### Achat de produits par les pouvoirs publics

1. Il est recommandé que le coût pour les pouvoirs publics de l'achat de produits soit déterminé conformément aux principes directeurs énoncés à l'alinéa d) de l'article 14 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, c'est-à-dire que les calculs soient fondés sur une "rémunération plus qu'adéquante". Dans la mesure où l'achat de produits par les pouvoirs publics s'effectue moyennant une rémunération plus qu'adéquante, le montant de son coût pour ces derniers devrait être calculé comme étant le montant du surpaiement. Ce montant devrait être considéré comme un don.
2. Il est noté que, bien que les principes directeurs de l'article 14 s'inscrivent dans le contexte de l'"avantage conféré au bénéficiaire", dans le cas des achats de produits par les pouvoirs publics, le coût supporté par ces derniers et l'avantage conféré au bénéficiaire seraient en réalité similaires, ce qui permet d'appliquer directement ces principes directeurs au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6.

## RECOMMANDATION 17

### Prise en charge d'obligations légales

1. La prise en charge d'obligations légales pourrait comprendre des mesures gouvernementales telles que le financement des indemnités de licenciement, d'autres charges imposées par la loi en matière d'emploi, éventuellement, de certains coûts liés à la protection de l'environnement, etc.

1. Il est recommandé que le montant du coût pour les pouvoirs publics de la prise en charge d'obligations légales soit calculé comme étant le montant des obligations assumées, dans la mesure où la prise en charge comporte un élément de subventionnement. Ce montant devrait normalement être considéré comme un don.



RECOMMANDATION 18

Assurance du crédit à l'exportation, promotion des exportations,  
autres questions liées aux exportations

1. Etant donné la prohibition des subventions à l'exportation, il est reconnu que les subventions de ce type ne peuvent que rarement, pour ne pas dire jamais, faire l'objet d'une action au titre du paragraphe 1 a) de l'article 6.
2. Dans la mesure où elles font l'objet d'une telle action, il est recommandé que leur coût pour les pouvoirs publics soit déterminé en fonction de leur nature. Ainsi, le coût des subventions revêtant la forme de dons serait calculé selon la méthode employée pour les dons, le coût des subventions revêtant la forme de prêts selon la méthode employée pour les prêts, etc.

## RECOMMANDATION 19

### Programmes de taux de change multiples

1. Il est recommandé que le calcul du coût pour les pouvoirs publics de l'application d'un système de taux de change multiples à une transaction donnée soit fondé sur la comparaison entre le taux de change réellement appliqué et un taux de référence approprié, comme le taux de change du marché ou un autre taux de change (par exemple le taux des parités de pouvoir d'achat) publié par une organisation internationale.
2. Le montant du coût pour les pouvoirs publics serait la différence entre la valeur absolue de la transaction au taux de change réellement appliqué et la valeur qui aurait été obtenue par application du taux de référence.
3. Il est recommandé que ce montant soit considéré comme un don.

## RECOMMANDATION 20

### Subventionnement de la recherche-développement

1. Il est recommandé que le calcul du coût pour les pouvoirs publics du subventionnement de la recherche-développement soit fondé sur la forme que revêt ce subventionnement. Ainsi le coût des subventions accordées sous forme de dons devrait être déterminé par la méthode appliquée aux dons, celui des subventions accordées sous forme de prêts par la méthode appliquée aux prêts, etc.
2. Compte tenu de l'orientation vers l'avenir des activités de recherche-développement, il est recommandé en outre que les subventions destinées à ces activités fassent l'objet d'une imputation globale sur les ventes totales de l'entreprise bénéficiaire, à moins qu'il ne soit démontré qu'il vaudrait mieux les considérer comme "liées" au produit en question.

## RECOMMANDATION 21

### Formation professionnelle

1. En règle générale, la formation professionnelle subventionnée ou assurée par les pouvoirs publics peut être assimilée à une subvention salariale dans la mesure où elle soulage une société d'un coût que, autrement, celle-ci aurait dû supporter. Il est noté que la question de savoir si une société a l'obligation légale de former son personnel (par exemple d'assurer une nouvelle formation aux travailleurs licenciés) est un élément pertinent en relation avec l'existence d'une subvention aux fins de la formation professionnelle. Dans les cas où la société a cette obligation, le fait pour les pouvoirs publics de supporter un coût pour la fourniture de leur aide pourrait constituer une subvention.
2. Il est recommandé que le coût pour les pouvoirs publics soit le coût supporté par ces derniers pour fournir ou financer la formation professionnelle.
3. Il est en outre recommandé que le montant correspondant soit considéré comme un don.

**APPENDICE: TEXTE DE L'ANNEXE IV DE L'ACCORD SUR LES  
SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES**

**ANNEXE IV**

**CALCUL DU SUBVENTIONNEMENT AD VALOREM TOTAL  
(PARAGRAPHE 1 a) DE L'ARTICLE 6)<sup>62</sup>**

1. Le calcul du montant d'une subvention aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6 se fera sur la base du coût de cette subvention pour les pouvoirs publics qui l'accordent.
2. Sauf dans les cas prévus aux paragraphes 3 à 5, pour déterminer si le taux global de subventionnement dépasse 5 pour cent de la valeur du produit, la valeur dudit produit sera calculée comme étant la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire<sup>63</sup> durant la période de 12 mois la plus récente pour laquelle des données sur les ventes sont disponibles et qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée.<sup>64</sup>
3. Dans les cas où la subvention sera liée à la production ou à la vente d'un produit donné, la valeur de ce produit sera calculée comme étant la valeur totale des ventes de ce produit par l'entreprise bénéficiaire durant la période de 12 mois la plus récente pour laquelle des données sur les ventes sont disponibles et qui précède la période pendant laquelle la subvention est accordée.
4. Dans les cas où l'entreprise bénéficiaire sera dans une situation de démarrage, un préjudice grave sera réputé exister si le taux global de subventionnement dépasse 15 pour cent des capitaux totaux investis. Aux fins du présent paragraphe, une période de démarrage ne s'étendra pas au-delà de la première année de production.<sup>65</sup>
5. Dans les cas où l'entreprise bénéficiaire sera située dans un pays à économie inflationniste, la valeur du produit sera calculée comme étant la valeur totale des ventes (ou des ventes du produit concerné si la subvention est liée) de l'entreprise bénéficiaire durant l'année civile précédente, indexée sur le taux d'inflation enregistré pendant les 12 mois précédant le mois au cours duquel la subvention doit être accordée.

---

<sup>62</sup>Un arrangement entre les Membres devrait être élaboré, selon qu'il sera nécessaire, sur les points qui ne sont pas spécifiés dans cette annexe ou qui appellent de plus amples éclaircissements aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6.

<sup>63</sup>L'entreprise bénéficiaire s'entend d'une entreprise située sur le territoire du Membre qui accorde la subvention.

<sup>64</sup>Dans le cas d'une subvention d'ordre fiscal, la valeur du produit sera calculée comme étant la valeur totale des ventes de l'entreprise bénéficiaire durant l'exercice budgétaire pendant lequel cette entreprise aura bénéficié de cette subvention.

<sup>65</sup>Les situations de démarrage comprennent les cas où des engagements financiers ont été contractés pour le développement d'un produit ou la construction d'installations pour la fabrication de produits bénéficiant de la subvention, même si la production n'a pas commencé.

6. Aux fins de la détermination du taux global de subventionnement pendant une année donnée, les subventions accordées au titre de différents programmes et par des autorités différentes sur le territoire d'un Membre seront totalisées.
7. Les subventions accordées avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, dont le bénéfice est affecté à une production future, seront comprises dans le taux global de subventionnement.
8. Les subventions ne donnant pas lieu à une action au titre des dispositions pertinentes du présent accord ne seront pas comprises dans le calcul du montant d'une subvention aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6.